

L'état actuel du budget de la famille canadienne



RAPPORT 2013–2014 | PAR NATHAN BATTAMS, NORA SPINKS ET ROGER SAUVÉ



94, promenade CentrepoinTE
Ottawa, Ontario K2G 6B1
1-800-331-4937
www.institutvanier.ca

Copyright © 2014 L'Institut Vanier de la famille

Also available in English

The Current State of Canadian Family Finances: 2013-2014 Report

Pour citer ce document

Nathan Battams, Nora Spinks et Roger Sauvé. *L'état actuel du budget de la famille canadienne : rapport 2013-2014* (juin 2014), <http://bit.ly/1jMH8jO>

Remerciements

Nous tenons à remercier Janet Fast pour la révision du présent rapport. M^{me} Fast est économiste de la famille et professeure au Département de l'écologie humaine de l'Université de l'Alberta.

Auteurs

Nathan Battams
L'Institut Vanier de la famille

Nora Spinks
L'Institut Vanier de la famille

Roger Sauvé
People Patterns Consulting

Traduction

Sylvain Gagné, trad. a.
Sylvain Gagné, services langagiers

Conception graphique

Denyse Marion
Art & Facts Design Inc.

Révision linguistique et correction d'épreuves

Veronica Schami
Services linguistiques Veronica Schami inc.

Table des matières

Points saillants	4
Introduction	5
Avant-propos	6
Revenus et dépenses	7
LES REVENUS D'EMPLOI	7
Au terme de la récession, la croissance de l'emploi demeure lente mais régulière	7
Le taux d'emploi des femmes progresse depuis 1994 au Canada	8
Légère hausse des salaires, particulièrement pour les femmes	8
LES AUTRES REVENUS	10
La retraite des baby-boomers entraîne une hausse des transferts de sécurité sociale	10
Les prestations d'assurance-emploi reviennent lentement aux niveaux pré-récessionnistes	11
Le revenu disponible augmente moins vite qu'avant la récession	11
Par rapport à 1999, <i>seuls</i> les ménages du quintile supérieur ont accru leur part de l'assiette des revenus	12
LES DÉPENSES	13
La plupart des parents se partagent équitablement les dépenses communes du ménage	13
Les dépenses liées aux technologies sont (toujours) en hausse	14
Baisse importante des dépenses pour les supports d'enregistrement	15
La moitié des aidants familiaux qui fournissent des soins à leur enfant y consacrent 2 000 \$ annuellement	16
Les soins de santé occupent une part croissante des revenus des ménages	17
En pourcentage du revenu, les ménages du quintile inférieur portent le plus lourd fardeau des dépenses en santé	17
Épargne et endettement	18
L'ÉPARGNE	18
Les ménages canadiens ont recommencé à épargner	18
L'épargne-retraite figure parmi les principales priorités financières des Canadiens	19
L'endettement s'alourdit encore, mais la cadence ralentit	20
L'accroissement de la dette touche surtout les Canadiens plus âgés	21
Patrimoine familial et avoir net	23
LE PATRIMOINE FAMILIAL ET L'AVOIR NET	23
Les actifs immobiliers représentent désormais la moitié de l'avoir net des ménages	23
Les ménages de la tranche des 20 % les plus riches détiennent plus des deux tiers de la richesse au pays	24
Les ménages des 55 à 64 ans sont les plus riches	25
L'avoir net des familles s'accroît plus vite que celui des personnes seules	25
Conclusion	27
Le budget de la famille : synonyme de complexité	27
Annexe A	28
Annexe B	30
Annexe C	31
Notes de fin	32

Points saillants



17 % et 9,7 % La progression respective des gains horaires moyens des femmes et des hommes, de 2000 à 2013.

68,6 % et 67,4 % La part de la richesse totale détenue par les ménages du quintile de richesse supérieur, soit en 1999 et en 2012 respectivement.

75 % L'augmentation de la dette par ménage de 2000 à 2013 (qui est passée de 65 400 \$ à 114 400 \$).

8,7 % et 7,1 % La portion du revenu disponible vouée au paiement des intérêts sur la dette moyenne, en 2000 et en 2013 respectivement.

60,9 % et 70,2 % La proportion des Canadiens âgés de 55 à 64 ans qui avaient une dette quelconque en 1999 et en 2012 respectivement (comparativement à 27,4 % et 42,5 % chez les aînés).

600 % et 1 747 %

L'augmentation du taux d'insolvabilité depuis deux décennies, et ce, chez les personnes de 55 à 64 ans et les aînés respectivement.

37,3 % et 49,4 % La part occupée par l'immobilier par rapport à l'ensemble de l'avoir net, en 2000 et en 2013 respectivement.

23,3 % et 30,4 %

La proportion des familles comptant sur deux soutiens au sein desquelles la femme gagnait davantage que son conjoint, et ce, en 1994 et en 2011 respectivement.

225 % et 345 % La valeur des biens immobiliers exprimée en pourcentage du revenu disponible, en 2000 et en 2013 respectivement.

5,3 % et 5,2 % Le taux d'épargne exprimé en pourcentage du revenu disponible, en 2009 et en 2013 respectivement.

Introduction



Ce rapport annuel sur *L'état actuel du budget de la famille canadienne* en est à sa quinzième édition. Une fois de plus, on y jette un regard sur les trois principaux volets du budget familial touchant l'ensemble des familles et des ménages, soit les revenus et les dépenses, l'épargne et l'endettement, ainsi que le patrimoine et l'avoir net.

Le présent rapport est fondé sur les données provenant de Statistique Canada et d'autres sources crédibles. Tous les calculs tiennent compte des mises à jour et des récentes révisions proposées par Statistique Canada. Certaines des analyses et plusieurs des calculs aux présentes ont été formulés par Roger Sauvé de People Patterns Consulting.

Dans cette étude, une grande partie de l'analyse porte sur la période de 2000 à 2013. On a retenu l'année 2000 comme point de départ afin de dégager les tendances qui se dessinent depuis le début du présent siècle, tout en accordant une attention particulière à la situation qui prévaut depuis la récession économique de 2008. Par ailleurs, ce rapport met en relief certaines tendances économiques à plus long terme qui remontent jusqu'à 1994, et ce, dans le but d'illustrer les changements survenus depuis l'Année internationale de la famille soulignée pour la première fois par les Nations Unies cette année-là.

Comme toujours, ce rapport est essentiellement axé sur la famille. Les données détaillées les plus récentes colligées par Statistique Canada quant aux indicateurs du revenu familial s'arrêtent en 2011 (voir les annexes A et B), et Statistique Canada ne compte plus produire ces données sous leur forme actuelle. Elles seront vraisemblablement intégrées à un nouveau rapport, mais rien n'indique qu'il sera possible d'établir des corrélations pertinentes avec les données antérieures.

Plusieurs des estimations se rapportant à tous les ménages jusqu'en 2013 s'appuient sur d'autres données reflétant l'ensemble du secteur des ménages. Le concept de *ménage* fait autant référence aux familles qu'aux personnes seules. Or, puisque les ménages familiaux de deux personnes ou plus composent à peu près les deux tiers de tous les ménages, on peut conclure que les tendances récentes du revenu de l'ensemble des ménages procurent une « orientation » générale quant à la situation financière des familles.

Pour faciliter la lecture des données dans une perspective axée sur le « budget de la famille », la plupart des mesures ont été sélectionnées ou converties pour refléter une unité « par ménage » ou « par famille ». Par ailleurs, les chiffres concernant les ménages en ce qui a trait aux années 2000 à 2011 sont tirés de la publication *Le revenu des Canadiens* préparée par Statistique Canada. Puisqu'il n'existe pas de données compatibles plus récentes, on s'en remettra à la stabilité générale des principales tendances économiques en présumant que les taux de croissance relatifs aux ménages étaient les mêmes en 2012 et 2013 que pour l'année 2011.

Dans ce document, les estimations sont exprimées en dollars constants de 2011 (sauf indication contraire) pour mieux refléter les données détaillées qui figurent aux annexes A et B, si bien que les variations au fil des ans représentent l'évolution du pouvoir d'achat réel déduction faite de l'inflation. Ainsi, le terme « réel » désigne ce qu'il serait advenu en l'absence d'inflation. Par ailleurs, à moins d'une indication contraire, la mesure de l'inflation repose sur l'indice des prix à la consommation (IPC).

Avant-propos



Depuis quinze ans, l'Institut Vanier de la famille dresse l'état de la situation en ce qui concerne le budget des familles et des ménages au Canada. Au fil des ans, ce rapport a permis aux personnes qui s'intéressent de près ou de loin aux familles du Canada de mieux comprendre l'influence des forces socioéconomiques sur les familles, et vice-versa.

Cette année marque le 20^e anniversaire de l'Année internationale de la famille proclamée par les Nations Unies. En effet, l'Assemblée générale des Nations Unies soulignait pour la première fois l'Année internationale de la famille, en 1994, pour inciter les gens à reconnaître et à soutenir la famille, considérée comme « l'unité de base de la société » méritant un soin exceptionnel. Cette reconnaissance a contribué à promouvoir l'égalité à l'échelle mondiale en soulignant l'importance des familles de même que leur diversité structurelle et fonctionnelle.

Pour l'Institut, cet anniversaire représente une occasion toute désignée pour jeter un regard sur l'évolution de la situation depuis cette époque, en tentant d'évaluer ce qui a changé (ou pas) pour les familles du Canada. L'économie nationale a connu des hauts et des bas, mais les familles ont toujours su s'adapter pour veiller sans cesse aux besoins de leurs membres. En somme, ce rapport s'intéresse aux tendances à court et à long terme permettant de brosser un tableau détaillé du contexte évolutif qui se dessine depuis l'Année internationale de la famille, en 1994, et sur lequel se profilent la vie de famille ainsi que la réalité, les attentes et les aspirations des familles elles-mêmes.

Cependant, s'il est une chose qui n'a *pas* changé depuis, c'est bien la *complexité* du budget de la famille. Cette complexité tient notamment aux nombreuses variables sur lesquelles est fondée l'analyse du budget de la famille. Les mesures mises à profit dans le présent rapport portent sur trois principales catégories de données financières : les revenus et les dépenses, l'épargne et l'endettement, ainsi que le patrimoine et l'avoir net. Ces mesures n'existent pas en vase clos, c'est-à-dire que toutes les catégories sont interreliées. Ainsi, si les revenus du ménage sont trop faibles, l'épargne semblera parfois inaccessible aux membres de la famille. De même, lorsque les dépenses sont trop élevées, l'endettement risque de s'installer et d'augmenter. Enfin, si la dette s'accroît indûment, c'est l'avoir net de chacun qui régresse. Il est donc essentiel de tenir compte de cette complexité afin de bien comprendre comment les familles gèrent leurs ressources.

Ce rapport se veut donc un guide accessible exposant les données disponibles à propos de la situation financière des familles canadiennes. Les chercheurs, les journalistes, les étudiants, les enseignants, les décideurs et tous les intervenants et autres personnes qui s'intéressent de près ou de loin aux familles et à la vie de famille y trouveront un éclairage favorable pour bien saisir l'état actuel du budget de la famille canadienne dans une perspective élargie. Ce portrait pertinent et actuel du budget des familles tient compte des tendances socioéconomiques à long terme, et saura alimenter le dialogue au sujet de la vie de famille au Canada.



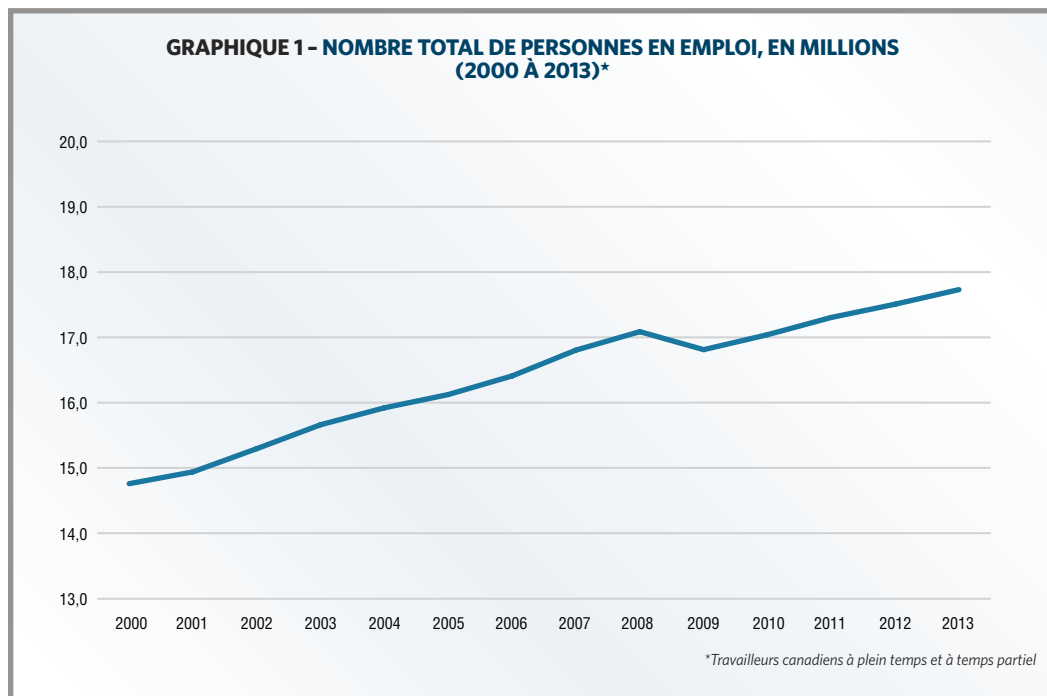
Revenus et dépenses

LES REVENUS D'EMPLOI

Pour la plupart des Canadiens, le travail rémunéré constitue la principale source de revenus. D'après les données de l'*Enquête nationale auprès des ménages* de 2011¹, près de 70 % des répondants canadiens de 15 ans et plus disent percevoir des revenus d'emploi, lesquels représentaient à peu près les trois quarts du revenu total au Canada².

Au terme de la récession, la croissance de l'emploi demeure lente mais régulière

Il ne fait aucun doute que la récession de 2008 a touché les Canadiens actifs sur le marché du travail. Certains ont perdu leur emploi, alors que d'autres ont vu leurs heures de travail réduites ou ont été contraints de retarder leur retraite afin d'éponger leurs pertes (ou par crainte d'en essayer d'autres).



Source : tableau CANSIM 380-0072 (calculs effectués par People Patterns Consulting)

Depuis ce temps, la situation s'est peu à peu rétablie. En mars 2014, le taux de chômage se situait à 6,9 %, soit une légère amélioration par rapport à 2013 (7,1 %) et 2012 (7,2 %). Si l'on considère l'année 2013 dans son ensemble, on constate que les Canadiens ont profité d'un certain regain de l'emploi. En effet, environ 223 500 nouveaux emplois nets ont été créés au Canada en 2013, dont les trois quarts à plein temps. Malgré cela, la croissance de l'emploi demeure lente lorsqu'on l'examine sur une base mensuelle à partir de l'automne 2013. Selon l'*Enquête sur la rémunération auprès des entreprises* (ERE) de Statistique Canada, on recensait environ 200 000 postes vacants en décembre 2013, soit le plus maigre résultat pour un mois de décembre durant les trois années de référence de cette enquête.



Revenus et dépenses

Malgré une forte poussée de l'emploi en mars 2014, Statistique Canada considère que la croissance de l'emploi « est faible » depuis août 2013³. Il semble effectivement que la reprise économique ne se soit pas manifestée de la même façon pour tous les Canadiens, du moins si l'on se fie aux données géographiques et démographiques. Ainsi, pour l'année 2013 dans son ensemble, la situation de l'emploi s'est améliorée dans 8 des 10 provinces, mais la Nouvelle-Écosse et la Colombie-Britannique accusaient néanmoins un léger *recul* à ce chapitre.

Les Canadiens âgés de 55 ans et plus ont vécu la récession et la reprise économique d'une manière bien différente des plus jeunes. De fait, le taux d'emploi de la tranche d'âge des 15 à 24 ans avait *diminué* en juillet 2013 pour s'établir à 54,8 % (comparativement à 59,9 % en octobre 2008). Pourtant, au cours de la même période, le taux d'emploi des Canadiens plus âgés avait *progressé*, passant de 32,7 % à 34,8 %⁴.

Le taux d'emploi des femmes progresse depuis 1994 au Canada

En prenant un peu de recul pour observer diverses tendances, on constate aussi d'autres changements survenus depuis l'Année internationale de la famille, en 1994ⁱ.

Ainsi, la structure et la nature du budget de la famille ont sensiblement évolué au cours de la période de 1994 à 2011. D'abord, parmi les familles formées d'un couple homme-femme, la proportion des familles *comptant deux soutiens*⁵ est passée de 58,4 % en 1994 à 63,8 % en 2011. Cette majoration s'ajoute à la proportion accrue de femmes qui gagnent *plus* que leur conjoint, cette proportion étant passée de 23,3 % des familles comptant deux soutiens en 1994, à 30,4 % en 2011.

Durant cette période, la proportion des ménages *comptant sur un soutien unique a régressé*. Par contre, parmi les familles de cette catégorie, la proportion de ménages où la femme était soutien unique a *augmenté*, passant de 21,4 % à 30,5 %. Chez les femmes mariées ou en union de fait qui vivaient avec un conjoint en emploi, le taux d'emploi global est passé de 69,3 % en 1994 à 76 % en 2011.

Au pays, les mères ayant toujours des enfants à la maison sont de plus en plus nombreuses au sein de la population active, ce qui s'avère conforme à la tendance observée à long terme. À cet égard, le taux d'emploi des mères dont le plus jeune enfant était âgé de moins de 3 ans avait gagné 5,6 points de pourcentage en 2011 par rapport à 1994, pour se fixer à 68,7 %. Quant au taux d'emploi des mères dont le plus jeune enfant était âgé de 3 à 5 ans, il avait augmenté de 8,8 points de pourcentage pour atteindre 73,5 %. Enfin, le taux d'emploi des mères ayant des enfants de 6 à 15 ans avait grimpé de 8,3 points de pourcentage pour atteindre 81,3 %. Dans l'ensemble, au Canada, le nombre de parents qui travaillent s'est accru, quel que soit l'âge de leurs enfants.

Légère hausse des salaires, particulièrement pour les femmes

Au Canada, la valeur réelle des gains horaires *moyens*ⁱⁱ s'est appréciée de 11,8 % depuis l'an 2000 (voir le graphique 2). Ces gains avaient ralenti, voire décliné, à la suite de la récession, mais ils ont connu une recrudescence au cours des deux dernières années. En considérant cette moyenne, la rémunération horaire des femmes a bondi de 17 % depuis l'an 2000, soit une progression presque deux fois plus marquée que chez les hommes (+9,7 %).

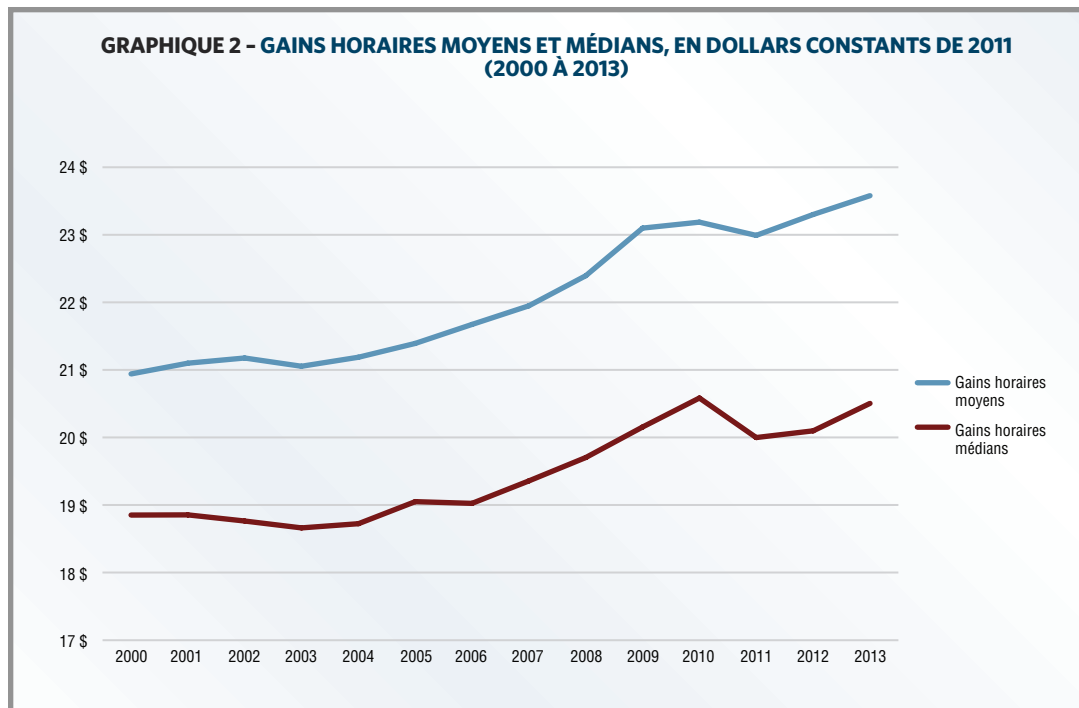
Les règlements salariaux importants conclus en 2013 ont entraîné une hausse globale des salaires de l'ordre de 1,4 % pour la première année⁶. Ces augmentations correspondaient à 2,5 % pour le secteur privé, mais s'avéraient beaucoup plus faibles dans le secteur public, à hauteur de 0,7 %.

ⁱ Les données détaillées les plus récentes de Statistique Canada relativement aux indicateurs de revenu remontent à 2011.

ⁱⁱ Dans le contexte du budget familial, la moyenne (aussi *moyenne arithmétique*) représente la somme de toutes les valeurs observées divisée par le nombre de personnes, d'employés, de familles ou de ménages au total ou représentatifs de l'ensemble. Cette mesure s'avère utile pour déterminer les tendances générales des gains, des dépenses, de l'épargne, des actifs, de l'endettement et de l'avoï net. Il arrive parfois que la moyenne donne lieu à des résultats trompeurs en raison de la décentralisation (à la hausse ou à la baisse) causée par les gains particulièrement élevés ou faibles de certains individus.



Revenus et dépenses



Source : tableau CANSIM 282-0074 (calculs effectués par People Patterns Consulting)

Par contre, la valeur réelle des gains horaires *médians*ⁱⁱⁱ a gagné seulement 8,7 % depuis l'an 2000 avant d'atteindre un plateau en 2010. Chez les femmes toutefois, l'augmentation des gains horaires médians a suivi une courbe presque trois fois plus rapide que chez les hommes (soit +14 % et +5,1 % respectivement).

Par ailleurs, les gains moyens des travailleurs permanents et des travailleurs temporaires ont augmenté de 17 % et de 19,2 % respectivement depuis l'an 2000. Pendant ce temps, la rémunération horaire médiane des travailleurs permanents a connu une hausse de 9,5 %, alors que celle des travailleurs temporaires a grimpé de 24,1 % au cours de la même période.

En ce qui concerne la rémunération horaire de l'ensemble des travailleurs, la différence observée entre la croissance de la valeur *moyenne* (11,8 %) et celle de la valeur *médiane* (8,7 %) donne à penser que l'écart des revenus se creuse au Canada depuis l'an 2000.

ⁱⁱⁱ La valeur *médiane* correspond à la valeur numérique centrale entre la moitié supérieure de la population ou de l'échantillon, et l'autre moitié inférieure. Dans le contexte du budget familial, cette valeur représente les ménages qui se situent en plein centre du spectre. Il s'agit d'une mesure utile pour déterminer la répartition des gains et d'autres caractéristiques importantes.

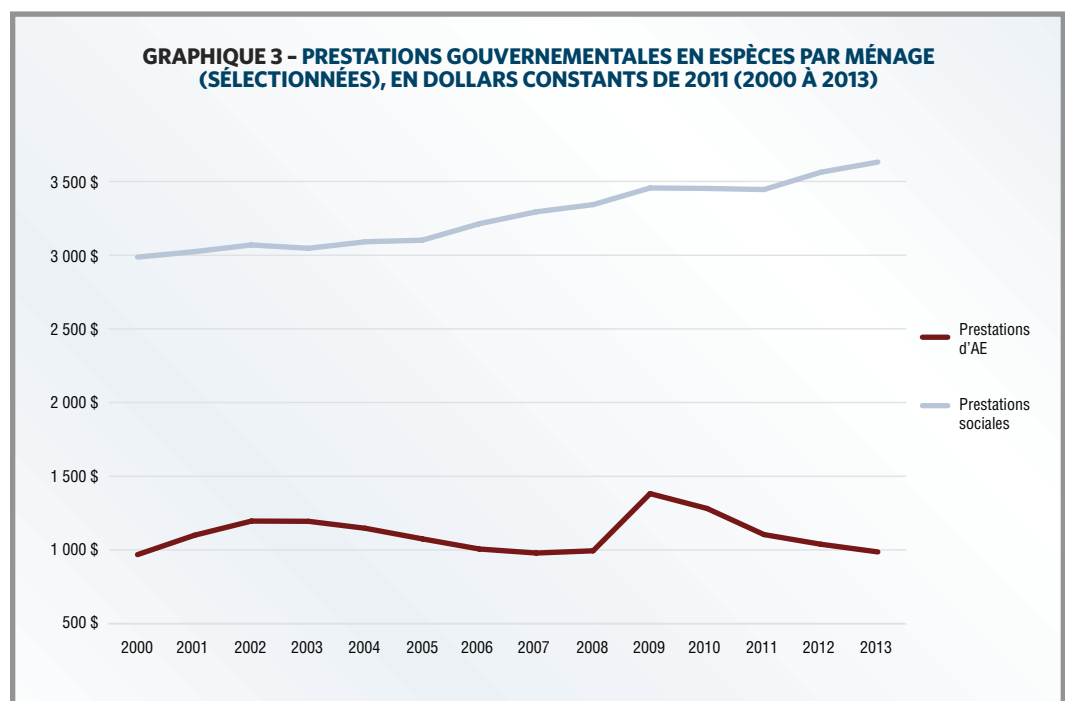


Revenus et dépenses

LES AUTRES REVENUS

Outre les revenus issus du travail rémunéré, les Canadiens déclarent aussi des revenus de placements (29 % des répondants), des revenus de retraite provenant de source privée (13,2 % des répondants) et d'autres revenus provenant de source privée (14,5 % des répondants, notamment les pensions alimentaires et les indemnités de départ). Ensemble, ces sources de revenus qui ne proviennent pas d'un emploi totalisent 12,9 % des revenus totaux qu'ont déclarés les Canadiens⁷.

La retraite des baby-boomers entraîne une hausse des transferts de sécurité sociale



Source : tableau CANSIM 380-0072 (calculs effectués par People Patterns Consulting)

En raison de l'âge, du stade de la vie ou d'éventuelles difficultés économiques, de nombreuses personnes dépendent grandement des transferts des gouvernements (fédéral et provinciaux) pour leurs revenus. À cet égard, c'est dans le domaine de la sécurité sociale qu'interviennent les transferts les plus importants (y compris la pension de l'État). Depuis l'an 2000, ces prestations ont suivi une courbe ascendante constante, et même un peu plus prononcée en 2009 en raison du ralentissement économique. En 2013, la valeur moyenne de telles prestations s'établissait environ à 3 600 \$ par ménage (en tenant compte de tous les ménages, bénéficiaires ou non).

L'augmentation des transferts de sécurité sociale n'est pas une surprise compte tenu du vieillissement de la population canadienne et de la situation des baby-boomers qui atteignent l'« âge normal de la retraite ». En effet, lors du Recensement de 2011, 14,8 % des Canadiens avaient passé le cap des 65 ans (en hausse par rapport à 11,6 % en 1991 et à 12,2 % en 1996)⁸, et les représentants du groupe des 60 à 64 ans étaient de 29,1 % plus nombreux que cinq ans auparavant⁹. On peut s'attendre à ce que les transferts de sécurité sociale continuent leur ascension puisque les aînés devraient représenter le quart de la population canadienne d'ici 2036¹⁰.



Revenus et dépenses

Les prestations d'assurance-emploi reviennent lentement aux niveaux pré-récessionnistes

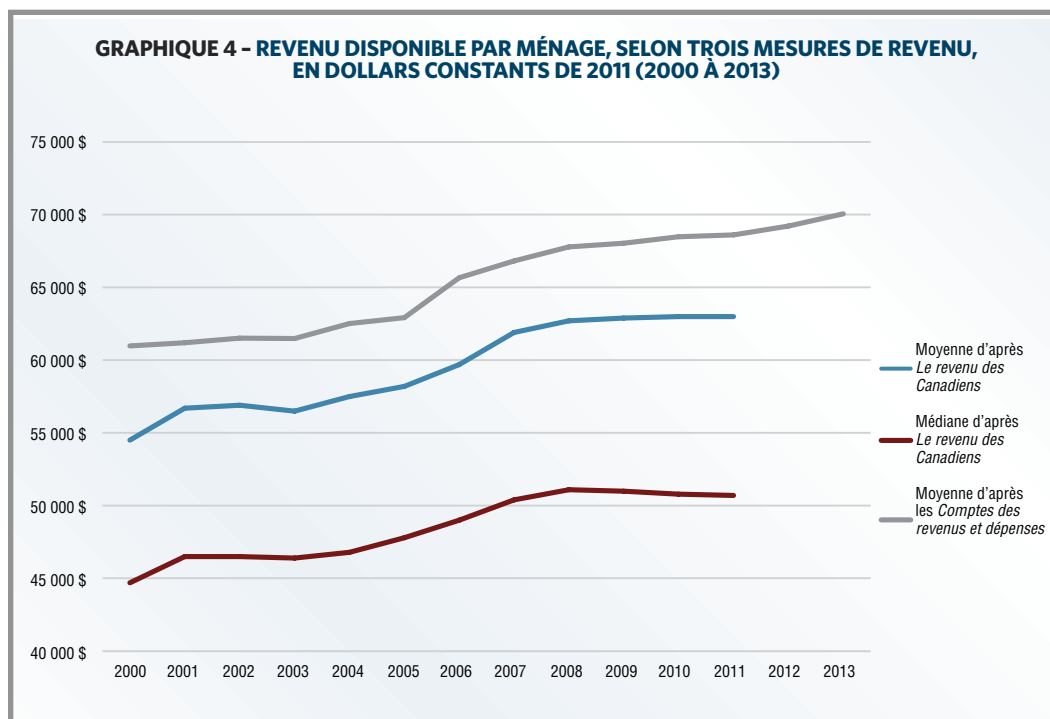
La valeur des prestations d'assurance-emploi (AE) pour tous les types de ménages a connu une hausse marquée durant la récession, puisqu'un nombre accru de Canadiens touchaient alors de l'AE tout en cherchant du travail (voir le graphique 3). Par la suite, la valeur des prestations a reculé progressivement à la faveur de la reprise, mais le montant de 990 \$ versé en 2013 demeurerait toutefois supérieur aux prestations consenties de 2000 à 2008.

Pour le mois de février 2014, 506 500 Canadiens ont bénéficié de prestations régulières d'AE, soit 4,9 % de moins que douze mois plus tôt. Ce recul du nombre de bénéficiaires au Canada survient au terme d'une période relativement stable amorcée en mai 2013¹¹.

En 2013, les prestations combinées de sécurité sociale et d'assurance-emploi représentaient 6,6 % du revenu disponible total des ménages au Canada, comparativement à 8 % en 1994, à 6,5 % en 2000 et à 7,1 % en 2009.

Le revenu disponible augmente moins vite qu'avant la récession

Le revenu disponible^{iv} par ménage a continué d'augmenter après le sommet pré-récessionniste, mais a cependant perdu beaucoup d'élan. Malgré la bonification des salaires et des transferts gouvernementaux, le revenu comptabilisé d'après les *Comptes des revenus et dépenses*¹² s'est apprécié de 1,2 % de 2008 à 2011, ou même un peu moins (+0,4 %) si l'on se fie plutôt aux données du rapport intitulé *Le revenu des Canadiens*¹³ pour la même période triennale. En fonction des revenus médians, le revenu disponible avait baissé de 0,8 % en 2011 par rapport à sa position de 2008.



Source : tableaux CANSIM 380-0072, 202-0603 et 202-0605 (calculs effectués par People Patterns Consulting)

^{iv} Le revenu disponible représente la somme de tous les revenus des particuliers moins l'impôt sur le revenu des particuliers.



Revenus et dépenses

Les données figurant dans les *Comptes des revenus et dépenses* jusqu'en 2013 illustrent une légère augmentation du revenu disponible moyen par ménage en 2012 et en 2013, soit une plus-value de 2,1 % pour cette période. Par rapport à 2008, les chiffres de l'année 2013 témoignent d'une hausse de 3,3 %. Dans l'intervalle, les dépenses des ménages se sont accentuées de 2 %.

Par rapport à 1999, seuls les ménages du quintile supérieur ont accru leur part de l'assiette des revenus

L'« assiette du revenu national » représente en quelque sorte la valeur totale en dollars de tous les revenus gagnés au Canada. En divisant celle-ci en cinq quintiles de revenus, on obtient un portrait de la répartition du revenu entre les différents paliers, ce qui illustre l'inégalité économique au Canada.

TABLEAU 1 - RÉPARTITION DU REVENU DISPONIBLE ET DE L'AVOIR NET

Quintiles des ménages (1/5 des ménages dans chaque quintile)	Répartition (%) du revenu disponible après impôt		Limite supérieure de chaque tranche de revenu (2011)	Répartition (%) de l'avoir net	
	1999	2011		1999	2012
Quintile supérieur	43,3 %	44,3 %	s.o.	68,6 %	67,4 %
Quintile médian supérieur	24,3 %	24,1 %	93 000 \$	20,1 %	21,5 %
Quintile médian	16,7 %	16,3 %	61 800 \$	8,8 %	9 %
Quintile médian inférieur	10,9 %	10,6 %	41 700 \$	2,6 %	2,2 %
Quintile inférieur	4,8 %	4,8 %	24 700 \$	-0,1 %	-0,1 %

Source : Tableaux CANSIM 202-0701 et 202-0604; *Enquête sur la sécurité financière*, 2012

Ainsi, tous les ménages dont le revenu annuel pour 2011 se situait entre 0 \$ et 24 700 \$ se classent dans le quintile *inférieur* de revenus, c'est-à-dire les ménages de la tranche de 20 % des revenus les plus faibles. En 1999 comme en 2011, ce groupe n'a pu s'approprier que 4,8 % de l'« assiette des revenus » (voir le tableau 1). Le revenu moyen net d'impôt au sein de ce groupe se situait à 15 100 \$ en 2011.

Tous les ménages ayant déclaré un revenu annuel de 24 701 \$ à 41 700 \$ pour 2011 entrent dans le quintile *médian inférieur*. La part des revenus totaux revenant à ce groupe s'est effritée, passant de 10,9 % en 1999 à 10,6 % en 2011. Le revenu moyen après impôt au sein de ce groupe s'établissait à 33 400 \$ en 2011.

Tous les ménages dont le revenu annuel correspondait à la fourchette de 41 701 \$ à 61 800 \$ pour l'année 2011 font partie du quintile *médian*. La part des revenus totaux générés par ce groupe a également fondu, passant de 16,7 % en 1999 à 16,3 % en 2011. Le revenu moyen net d'impôt de ces ménages se chiffrait à 51 200 \$ en 2011.

Tous les ménages ayant gagné un revenu annuel de 61 801 \$ à 93 000 \$ en 2011 figurent parmi le quintile *médian supérieur*. La part des revenus consentie à ce groupe a également rétréci quelque peu, passant de 24,3 % en 1999 pour se fixer à 24,1 % en 2011, alors que le revenu moyen au sein de ce quintile se chiffrait à 75 900 \$ cette année-là.

Enfin, le quintile *supérieur* de revenus se compose de tous les ménages dont le revenu annuel était supérieur à 93 000 en 2011 (sans limite maximale de revenus). Il s'agit du *seul* groupe ayant réussi à accroître sa part de l'assiette : la portion engrangée par ces ménages est passée de 43,3 % en 1999 à 44,3 % en 2011, alors que leur revenu moyen pour 2011 culminait à 139 400 \$. En 2012, les ménages de ce quintile détenaient 67,4 % de la richesse totale.



Revenus et dépenses

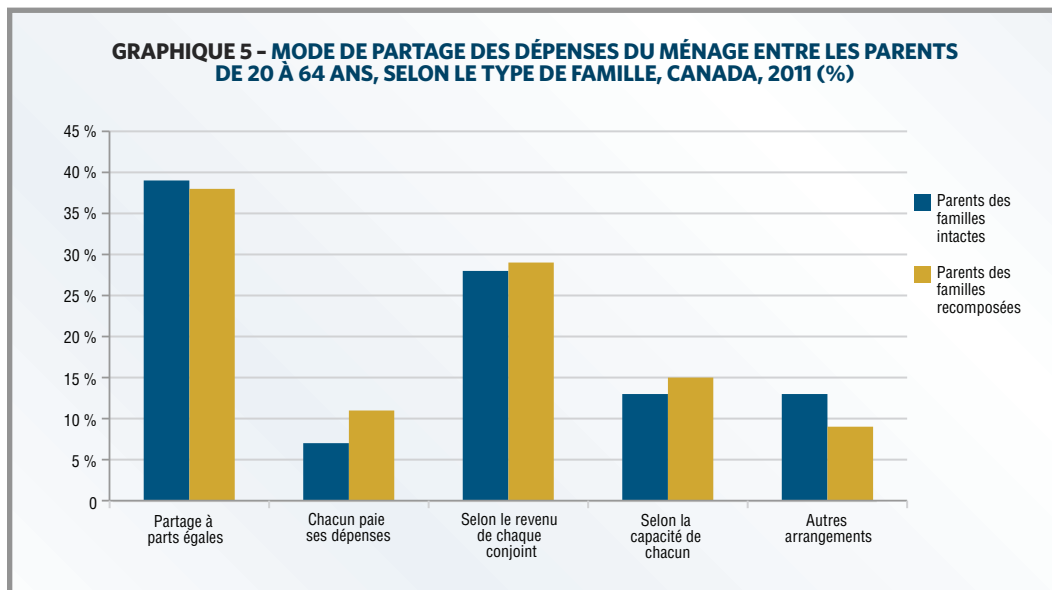
LES DÉPENSES

La plupart des parents se partagent équitablement les dépenses communes du ménage

En fonction de leurs besoins particuliers et des ressources disponibles, les familles adoptent différentes stratégies pour gérer les dépenses du ménage. Depuis plusieurs décennies, le coût de la vie augmente sans cesse tout comme la proportion des ménages comptant deux soutiens, lesquels représentaient 63,8 % de toutes les familles formées d'un couple homme-femme en 2011 (comparativement à 58,4 % en 1994). Dans un tel contexte, il ne faudra pas être surpris de voir que la plupart des couples se partagent les dépenses.

D'après les données de l'*Enquête sociale générale de 2011 : Aperçu des familles au Canada* portant sur la gestion des dépenses au sein d'une famille dont les parents sont âgés de 20 à 64 ans^v, l'arrangement le plus fréquent consiste à se répartir les dépenses « à parts égales » (voir le graphique 5). Il s'agit de la méthode privilégiée par les parents des familles intactes (39 %) tout comme ceux des familles recomposées (38 %) ¹⁴.

Toutefois, lorsqu'il existe un écart important des revenus au sein du couple, cette approche est sans doute moins attrayante. La répartition proportionnelle des dépenses en fonction des revenus de chacun occupait le deuxième rang des arrangements les plus fréquents en 2011, qu'il s'agisse des familles intactes ou recomposées (28 % et 29 % respectivement). Par ailleurs, 11 % des familles recomposées ont préféré une approche où chacun assume ses *propres* dépenses, qui comptait aussi 7 % d'adeptes dans les familles intactes. Enfin, on s'en remettait à une approche plus ou moins improvisée dans certains ménages (par choix ou en fonction des contraintes budgétaires), où les dépenses sont assumées par « la personne qui en a les moyens selon les circonstances ». Cette solution prévalait dans 15 % des familles recomposées et 13 % des familles intactes ¹⁵.



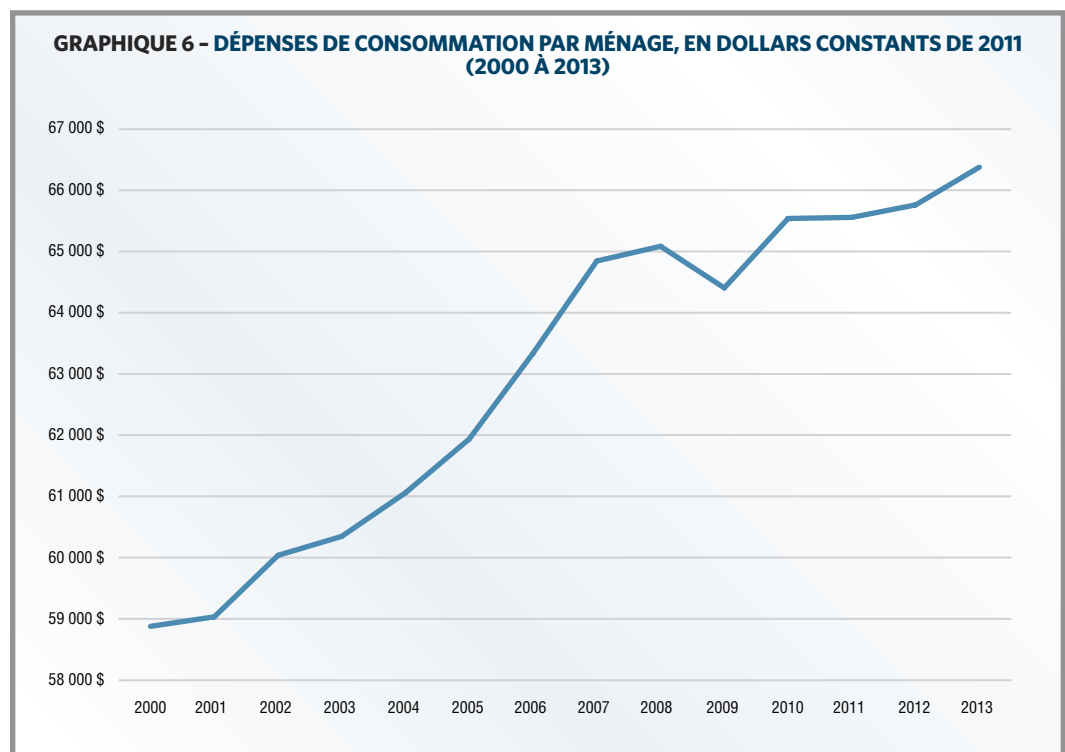
Source: 2011 General Social Survey: Overview of Families in Canada

^v Selon Statistique Canada, la *famille intacte* se définit comme « une famille comptant un couple où tous les enfants du ménage sont les enfants biologiques ou adoptés des deux parents ». La *famille recomposée* (ou *famille reconstituée*) représente « une famille comptant un couple où au moins un enfant est l'enfant biologique ou adopté d'un seul des conjoints mariés ou des partenaires en union libre, et dont la naissance ou l'adoption a précédé l'union actuelle. Les familles comptant un couple avec enfants pour lesquelles on ne peut pas identifier la présence d'enfants issus d'une union antérieure sont considérées comme des familles intactes ».



Les dépenses liées aux technologies sont (toujours) en hausse

Les dépenses totales des ménages ont fléchi au cours de la récession de 2008, alors que les familles étaient contraintes de restreindre leurs dépenses. Depuis, les dépenses ont toutefois renoué avec les niveaux antérieurs à la récession (et parfois même davantage). En 2008, chaque ménage dépensait en moyenne 65 085 \$ annuellement, mais l'année suivante, en 2009, les dépenses moyennes avaient été amputées de presque 700 \$ par ménage, avant de regagner 1 100 \$ en 2010. Pour l'année 2013, les dépenses annuelles totales par ménage s'établissaient à 66 379 \$, soit 2 % de plus qu'en 2008. Cette progression demeure inférieure à la hausse de 3,3 % des revenus disponibles.^{vi}



Source : tableau CANSIM 380-0072 (calculs effectués par People Patterns Consulting)

On constate cependant que les ménages ont réévalué leur *manière* de dépenser (voir les tableaux 2A, 2B et 2C), même si certaines choses n'ont manifestement pas changé : le matériel de traitement de l'information, qui occupait le premier rang au chapitre des dépenses en plus forte croissance au cours de la « période pré récessionniste » de 2000 à 2008 (+190 %), a réussi à conserver son rang pendant la « récession et la reprise économique », soit de 2008 à 2013 (+70 %).

Parmi les cinq principaux postes de dépense en hausse, le seul autre élément ayant conservé sa position au cours des deux périodes (à l'instar du matériel de traitement de l'information) concernait les « dépenses des Canadiens à l'étranger », au cinquième rang. Durant la récession et la reprise économique, les dépenses liées aux camions, fourgonnettes et véhicules utilitaires sport neufs se sont hissées au deuxième rang de la croissance la plus marquée (+45 %), suivies des caisses de retraite en fiducie (+29 %) et du matériel de télécommunication (+20 %).

^{vi} Toutes ces estimations sont exprimées en dollars constants de 2011.



Revenus et dépenses

D'autres postes de dépense ont aussi gagné plusieurs échelons de 2008 à 2013 en ce qui concerne le rythme de croissance (voir le tableau 2B). Ainsi, les dépenses en hausse pour l'assurance-vie ont permis à ce poste de passer du 75^e rang (période de 2000 à 2008) au 20^e rang (période de 2008 à 2013).

De même, les dépenses pour les sorties au cinéma ont fait un bond notable, quittant les derniers échelons (89^e rang) en ce qui concerne la période de 2000 à 2008, pour se loger au milieu de l'échelle (43^e rang) pour la période de 2008 à 2013. Enfin, les postes de dépenses liés au transport aérien ainsi qu'aux services funèbres et autres services funéraires ont gagné chacun 54 échelons.

Baisse importante des dépenses pour les supports d'enregistrement

À l'inverse, les dépenses pour l'achat de supports d'enregistrement ont dégringolé de 96 échelons au palmarès de la croissance des dépenses, délaissant ainsi la 3^e place pour se retrouver en toute dernière position (soit au 99^e rang). De même, les ventes de véhicules automobiles d'occasion sont passées du 13^e au 88^e rang des postes de dépenses à plus forte croissance. Cet écart entre le niveau de croissance d'avant la récession et celui de la seconde période s'explique par le fait que les acheteurs ont généralement délaissé le marché des voitures d'occasion pour se tourner plutôt vers l'achat de camions, fourgonnettes et véhicules utilitaires sport neufs. Enfin, le recul au chapitre de la croissance des dépenses pour des services vétérinaires et autres services pour animaux de compagnie a fait glisser cette composante au 77^e rang pour la période de 2008 à 2013, alors qu'elle occupait la 20^e position de 2000 à 2008 (voir le tableau 2C).

TABLEAU 2A - DÉPENSES DES MÉNAGES ET CLASSEMENT SELON LE TAUX DE CROISSANCE RÉELLE DURANT LA PÉRIODE PRÉ-RÉCESSIONNISTE (DE 2000 À 2008) ET LA PÉRIODE DE RÉCESSION-REPRISE (DE 2008 À 2013) 5 POSTES DE DÉPENSE AYANT CONNU LA PLUS FORTE CROISSANCE LORS DE CHAQUE PÉRIODE

Période pré-récessionniste (classement parmi 99 postes)	Postes de dépense	Récession et reprise économique (classement parmi 99 postes)	Postes de dépense
1	Matériel de traitement de l'information	1	Matériel de traitement de l'information
2	Matériel audiovisuel et photographique	2	Camions, fourgonnettes et véhicules utilitaires sport neufs
3	Supports d'enregistrement	3	Caisse de retraite en fiducie
4	Jeux, jouets et passe-temps	4	Matériel de télécommunication
5	Dépenses des Canadiens à l'étranger	5	Dépenses des Canadiens à l'étranger

Source : Tableau CANSIM 380-0085 (calculs effectués par People Patterns Consulting)

TABLEAU 2B - 5 POSTES DE DÉPENSE AYANT CONNU LA PLUS FORTE REMONTÉE AU CLASSEMENT DES TAUX DE CROISSANCE LORS DE LA RÉCESSION ET DE LA REPRISE ÉCONOMIQUE (DE 2008 À 2013)

Période pré-récessionniste (classement parmi 99 postes)	Postes de dépense	Récession et reprise économique (classement parmi 99 postes)	Nombre d'échelons gagnés au classement
75	Assurance-vie	20	+55
79	Services funèbres et autres services funéraires	25	+54
69	Transport aérien	15	+54
89	Cinéma	43	+46
63	Instruments de musique et biens durables destinés aux loisirs d'intérieur	18	+45

Source : Tableau CANSIM 380-0085 (calculs effectués par People Patterns Consulting)



Revenus et dépenses

TABLEAU 2C - 5 POSTES DE DÉPENSE AYANT CONNU LE DÉCLIN LE PLUS MARQUÉ AU CLASSEMENT DES TAUX DE CROISSANCE LORS DE LA RÉCESSION ET DE LA REPRISE ÉCONOMIQUE (DE 2008 À 2013)

Période pré-récessionniste (classement parmi 99 postes)	Postes de dépense	Récession et reprise économique (classement parmi 99 postes)	Nombre d'échelons perdus au classement
3	Supports d'enregistrement	99	-96
13	Véhicules automobiles d'occasion	88	-75
29	Commissions reliées aux transactions d'actions et d'obligations	90	-61
17	Gros outillage et matériel	74	-57
20	Services vétérinaires et autres services pour animaux de compagnie	77	-57

Source : Tableau CANSIM 380-0085 (calculs effectués par People Patterns Consulting)

La moitié des aidants familiaux qui fournissent des soins à leur enfant y consacrent 2 000 \$ annuellement

Deux études publiées récemment par Statistique Canada jettent un certain éclairage sur les dépenses engagées par les familles canadiennes en lien avec les soins familiaux^{vii} et les soins de santé. Selon l'*Enquête sociale générale sur les soins donnés et reçus* (2012), 28 % de toutes les personnes de 15 ans et plus assument des responsabilités d'aidant auprès d'un ami ou d'un membre de la famille à cause d'une maladie, d'une incapacité ou de problèmes liés au vieillissement¹⁶. Or, dans le cadre de leur charge de soins, plusieurs de ces aidants familiaux doivent payer de leur propre poche certains frais directs ou non remboursés, alors que d'autres absorbent des pertes indirectes imputables aux heures consacrées aux soins (comme les pertes de revenus pour la réduction des heures de travail, l'interruption des activités professionnelles ou la retraite anticipée).

L'ampleur des sommes engagées pour les soins varie en fonction du bénéficiaire. Ainsi, près de la moitié (47 %) des aidants qui fournissaient des soins à leur enfant (fils ou fille) atteint d'une maladie chronique ou d'une incapacité avaient assumé des frais non remboursés de 2 000 \$ ou plus en 2012. Parallèlement, 38 % des aidants auprès d'un conjoint avaient dépensé une somme semblable, tout comme 18 % des aidants auprès d'un parent et 5 % auprès d'un grand-parent¹⁷.

Le montant total médian déboursé par les aidants (parmi ceux qui ont effectué des dépenses) se chiffrait à 2 310 \$ pour ceux et celles qui s'occupaient de leur fils ou de leur fille, à 1 900 \$ pour les aidants auprès d'un conjoint, à 890 \$ pour un parent, et à 300 \$ pour un ami. Les principales dépenses concernaient le transport, les voyages et l'hébergement. Ces aidants ont dû recourir à diverses solutions pour assumer ces coûts, comme emprunter de l'argent à la famille ou à des amis, contracter un prêt dans une banque ou une institution financière, utiliser ou reporter ses épargnes, ou encore changer ses habitudes de dépenses¹⁸.

Au demeurant, il y a fort à parier que les dépenses liées aux soins occuperont une place de plus en plus importante dans le budget de la famille, compte tenu du vieillissement de la population et de la hausse du taux d'incapacité (chez les personnes âgées et *non* âgées).

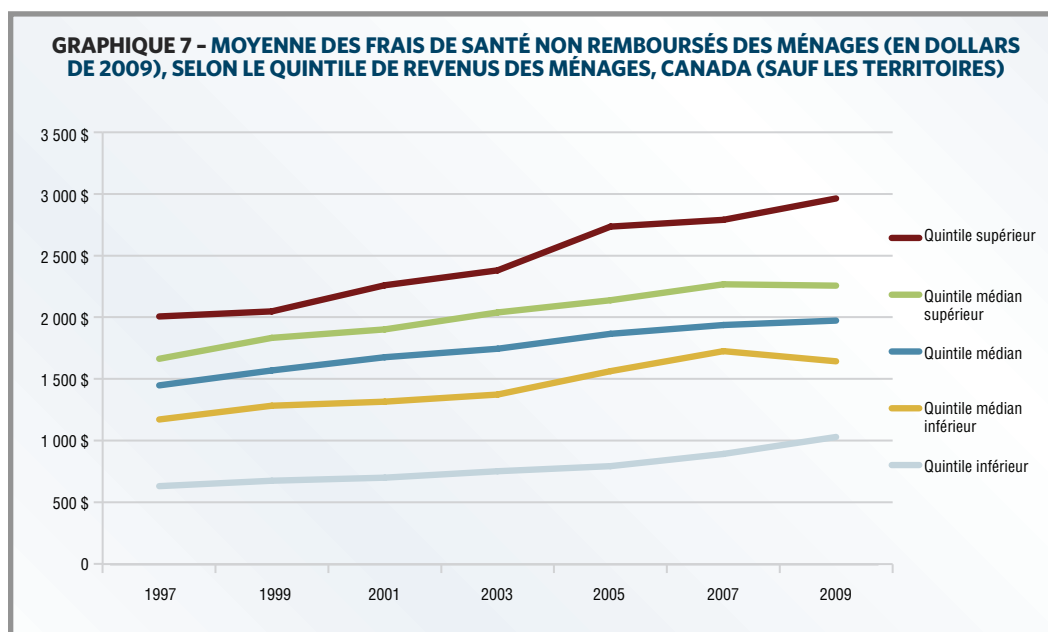
^{vii} Aux fins de cette enquête, les soins aux enfants ne sont pas pris en compte lorsqu'il est question de soins familiaux.



Revenus et dépenses

Les soins de santé occupent une part croissante des revenus des ménages

Les dépenses non remboursées liées aux produits et services de santé absorbent désormais une portion grandissante du revenu total des ménages canadiens. En effet, selon l'*Enquête sur les dépenses des ménages* de Statistique Canada, ce type de dépenses s'est accru au rythme de 2,9 % par année de 1998 à 2009, et le pourcentage des ménages consacrant plus de 10 % de leur revenu total après impôt aux soins de santé a bondi de 56 %¹⁹.



Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses des ménages*, 1997 à 2009

Pour la période de 1997 à 2009, les trois composantes principales des frais de soins de santé non remboursés touchaient les soins dentaires, les médicaments délivrés sur ordonnance et les primes d'assurance, qui collectivement représentaient environ 60 % des frais de soins de santé non remboursés. En 2009, les dépenses des ménages dans ces catégories se chiffraient à 384 \$ pour les soins dentaires, 320 \$ pour les médicaments et 650 \$ en primes d'assurance²⁰.

En pourcentage du revenu, les ménages du quintile inférieur portent le plus lourd fardeau des dépenses en santé

Du reste, les frais de soins de santé non remboursés n'ont pas la même incidence pour tous les ménages. De 1997 à 2009, les dépenses totales les plus importantes en soins de santé touchaient les ménages du quintile *supérieur* de revenus lorsqu'elles étaient *exprimées en dollars*, mais *exprimées en pourcentage du revenu après impôt*, elles affectaient surtout les ménages du quintile *inférieur*.

Par exemple, en 2009, les frais de soins de santé représentaient 2,6 % du revenu total net d'impôt des ménages du quintile de revenu le plus élevé, comparativement à 5,7 % pour les ménages du quintile de revenu le plus faible. La même année, 37 % des ménages du palier inférieur de revenus ont dû consacrer plus de 5 % de leur revenu total aux frais de soins de santé, mais seulement 14 % des ménages du quintile supérieur se sont retrouvés dans la même situation. Cet écart entraîne des conséquences sur la santé et le bien-être des familles qui forment les ménages à plus faible revenu, puisque ce fardeau fait souvent obstacle à l'accès aux services de santé²¹.

Épargne et endettement

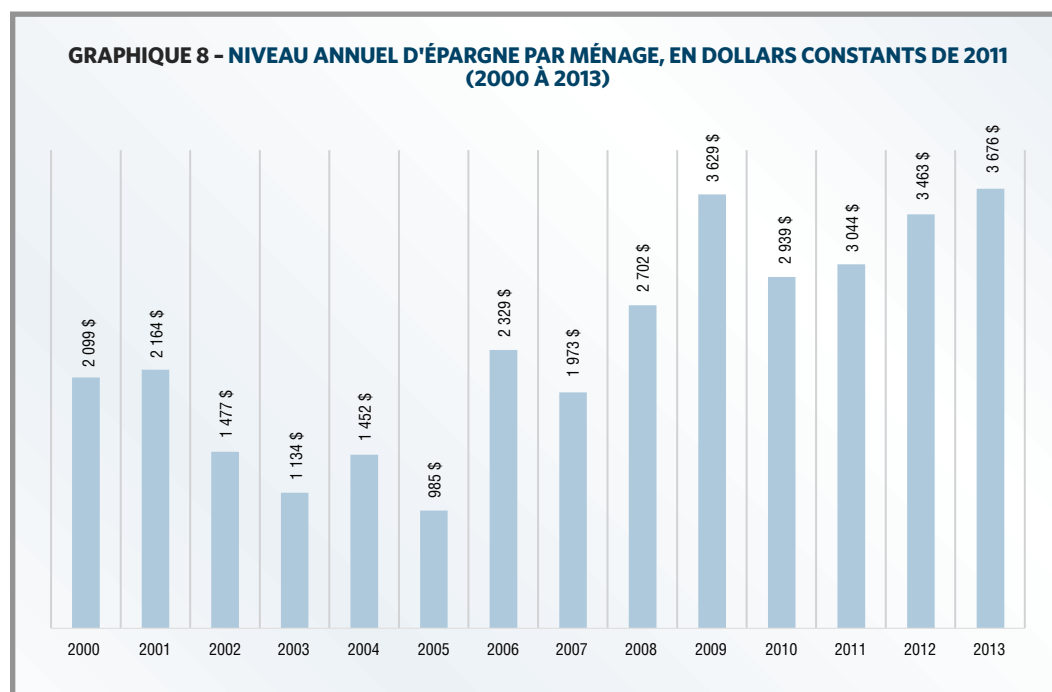


L'ÉPARGNE

Les ménages canadiens ont recommencé à épargner. Exprimées en dollars, les épargnes supplémentaires annuelles engrangées durant les cinq dernières années étaient chaque fois plus importantes qu'au cours de la période de 2000 à 2008. Pour l'année 2009 et pour l'année 2013, le niveau d'épargne annuel dépassait même le cap des 3 600 \$, ce qui tranche singulièrement avec le montant inférieur à 1 000 \$ rapporté en 2005. Le taux d'épargne annuel s'établissait en moyenne à 5,2 % du revenu disponible en 2013, soit un peu moins que le taux de 5,3 % mesuré en 2009.

Les ménages canadiens ont recommencé à épargner

Les ménages épargnent maintenant davantage qu'en l'an 2000, mais le taux d'épargne demeure toutefois bien en deçà de ce qui prévalait dans les années 90, alors qu'il voltigeait même au-dessus des 11 % de 1990 à 1994 (en dollars, le niveau d'épargne annuel n'avait alors jamais fléchi sous la barre des 6 500 \$).



Source : tableau CANSIM 380-0072 (calculs effectués par People Patterns Consulting)

Le *Rapport BMO sur l'épargne des ménages* publié cette année s'intéresse aux divers véhicules de placement auxquels s'en remettent les ménages canadiens en vue d'atteindre leurs objectifs d'épargne. Ainsi, la majorité des répondants ont affirmé se servir d'un REER (63 %) ou d'un compte de chèques (57 %), alors que d'autres épargnent plutôt à l'aide d'un compte d'épargne libre d'impôt (49 %), d'un compte d'épargne à taux d'intérêt élevé (29 %) ou encore de certificats de placement garanti (25 %)²².

En réponse aux questions sur le *type de dépenses* auxquelles sont vouées ces épargnes, les *vacances*, l'*achat d'articles de luxe*, les *loisirs* et les *passe-temps* arrivent en première place (66 %), tout juste devant la *retraite* et les *situations d'urgence*, qui occupent le deuxième rang sur un pied d'égalité (42 %). Les *rénovations domiciliaires* (29 %), l'*achat d'une voiture neuve* (20 %), les *études* (19 %) et l'*achat d'une maison* (15 %) viennent ensuite²³.

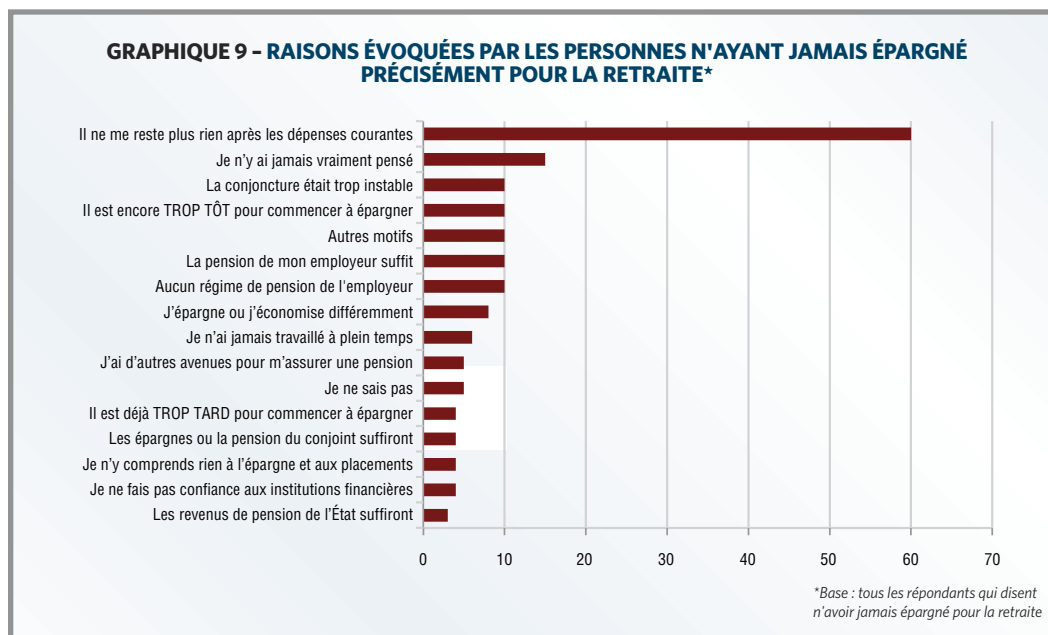


Épargne et endettement

Selon la même étude, le nombre de répondants canadiens déclarant n'avoir *rien* épargné a piqué du nez, passant de 28 % en 2012 à 17 % en 2013. Les non-épargnants justifient généralement cette situation en expliquant que leurs revenus sont insuffisants (69 %), qu'ils ont trop de dépenses (67 %) ou qu'ils doivent rembourser leurs dettes (50 %)²⁴.

L'épargne-retraite figure parmi les principales priorités financières des Canadiens

La 24^e édition du *Sondage RBC sur les REER* indique que l'épargne-retraite tient le haut du pavé parmi les priorités des Canadiens interrogés en novembre 2013, puisque 52 % d'entre eux affirment qu'il s'agit de leur principal objectif d'épargne pour l'année 2014 (cette proportion atteint même 62 % parmi les épargnants de 35 à 54 ans). Ces données contrastent avec les résultats du sondage de l'année précédente, alors que c'était plutôt le remboursement de la dette qui figurait en tête de liste des priorités financières (à peine 44 % des répondants considéraient l'épargne-retraite comme leur principale préoccupation financière cette année-là)²⁵.



Source : *L'avenir des retraites : Une nouvelle réalité* (HSBC, 2013)

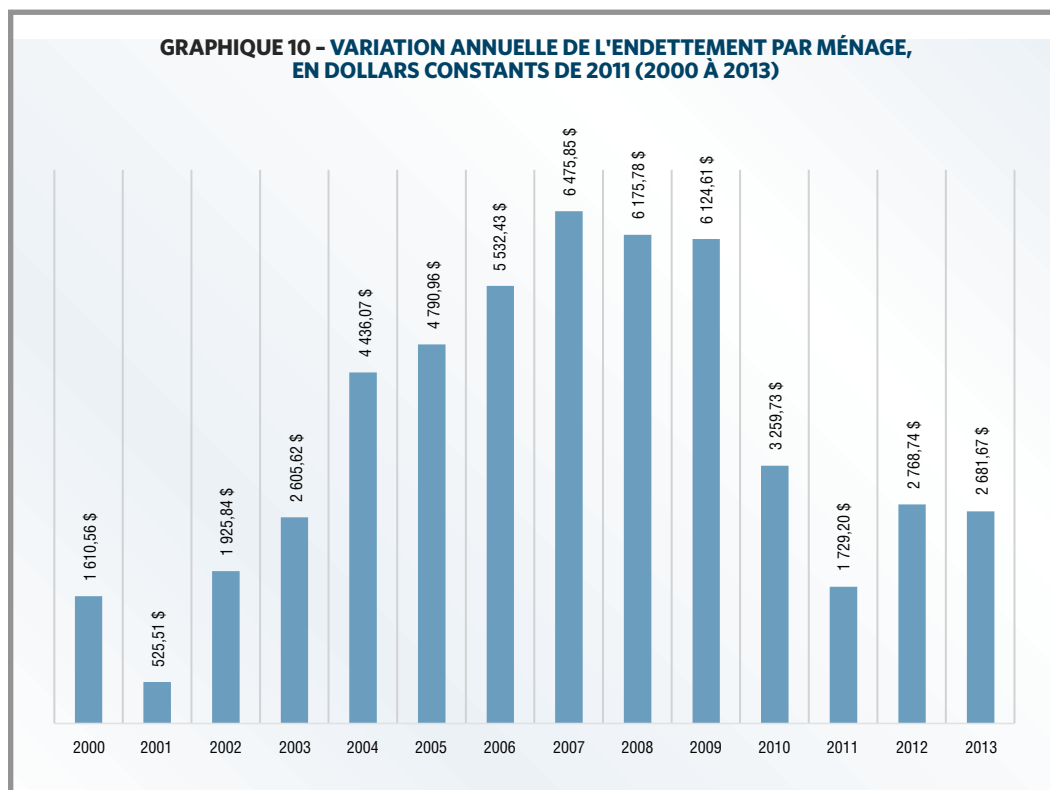
Dans un autre rapport sur la retraite publié par HSBC sous le titre *L'avenir des retraites : une nouvelle réalité*, on a voulu mieux connaître les priorités financières des Canadiens en leur demandant de choisir entre l'épargne à court ou à long terme. Ainsi, s'ils avaient à *choisir* entre la possibilité d'épargner pendant un an pour des vacances ou plutôt en prévision de leur retraite, les répondants se répartiraient à peu près équitablement dans un camp comme dans l'autre, même si l'épargne-retraite l'emporterait finalement sur les vacances (44 % et 41 % respectivement)²⁶.

Pour plusieurs Canadiens, le coût de la vie demeure un obstacle important à l'épargne-retraite. En effet, près du quart (23 %) des répondants du sondage réalisé par HSBC affirment ne prendre « aucune » mesure pour se préparer financièrement à la retraite. Les participants à qui l'on a demandé *pourquoi* ils n'épargnaient pas en vue de la retraite ont répondu principalement qu'il ne leur restait plus rien après les dépenses courantes (voir le graphique 9). Toutefois, 38 % des répondants jugent que leur niveau d'épargne-retraite est suffisant (soit 27 % « plutôt suffisant », et 11 % « plus que suffisant »)²⁷.



L'endettement s'alourdit encore, mais la cadence ralentit

Au tableau global, l'endettement ne cesse d'augmenter; pourtant, les Canadiens *épargnent maintenant davantage* et *s'endettent moins vite*. Le ratio de la dette au revenu disponible des ménages sert d'outil pour évaluer la capacité des ménages de gérer leur endettement grâce à leurs revenus courants (plus le ratio est bas, meilleure est la capacité de gérer la dette)²⁸.



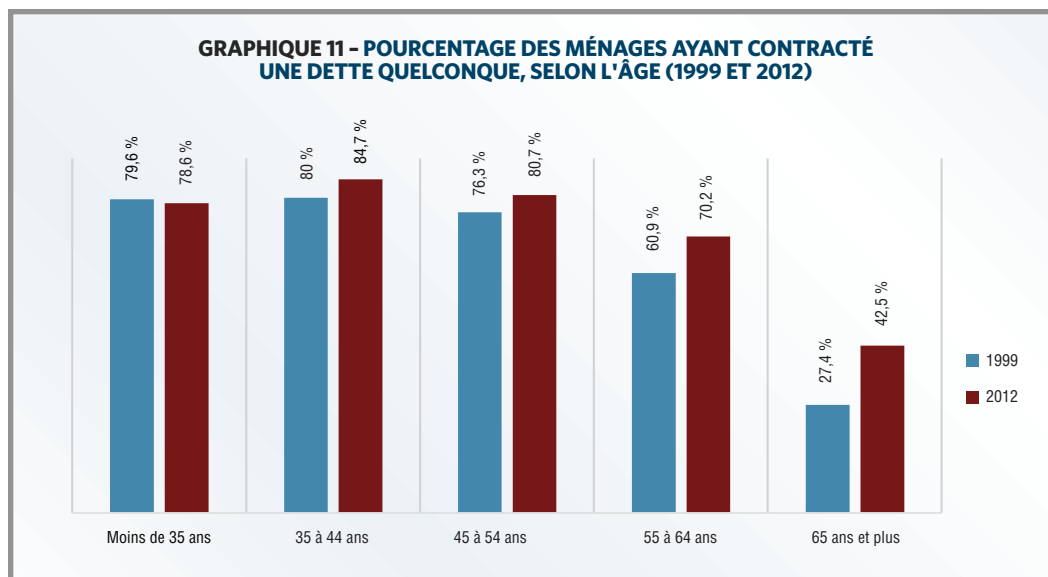
Source : tableau CANSIM 378-0121 (calculs effectués par People Patterns Consulting)

En 2013, le ratio de la dette totale exprimée en pourcentage du revenu disponible atteignait en moyenne 165,5 %, alors qu'il était évalué à 110 % en 2000 (voir l'annexe C). Exprimée en dollars, la dette par ménage a gonflé de 75 % depuis l'an 2000, passant de 65 400 \$ cette année-là pour se fixer à 114 400 \$ en 2013²⁹.

Or, le recul des taux d'intérêt a permis d'alléger quelque peu le fardeau que représente la dette galopante des ménages. En 2000, il fallait compter 8,7 % du revenu disponible pour le paiement des intérêts sur les emprunts; en 2013, ce ratio avait chuté à 7,1 %. Cette tendance baissière ne tardera cependant pas à s'inverser dès que les taux d'intérêt se mettront à remonter. La Banque du Canada soutient que « les ménages doivent évaluer leur capacité à assurer le service de leur dette tout au long de la durée de leurs emprunts »³⁰.



Épargne et endettement



Source: CANSIM table 205-0001 and calculations by People Patterns Consulting

L'accroissement de la dette touche surtout les Canadiens plus âgés

Dans sa récente *Enquête sur la sécurité financière* (ESF), Statistique Canada dresse un profil des emprunteurs pour les années 1999, 2005 et 2012^{31, 32}. Les nouvelles données de l'ESF sur l'endettement tiennent compte des diverses caractéristiques des emprunteurs, et de l'évolution de leur dette au fil du temps selon les groupes d'âge.

Ainsi, selon l'ESF, la proportion de Canadiens de moins de 35 ans qui remboursaient toujours une dette quelconque était *plus faible* en 2012 (78,6 %) qu'en 1999 (79,6 %) (voir le graphique 11). Toutefois, les deux groupes d'âge suivants présentaient une légère augmentation : la proportion d'emprunteurs chez les 35 à 44 ans est passée de 80 % à 84,7 %, pendant que les 45 à 54 ans affichaient une hausse du même ordre (soit de 76,3 % à 80,7 %).

La plus forte progression quant au nombre d'emprunteurs ayant une dette quelconque survient parmi les deux groupes de Canadiens les plus âgés. En effet, la proportion des débiteurs de la tranche des 55 à 64 ans atteignait 70,2 % en 2012, comparativement à 60,9 % en 1999. Parmi les aînés interrogés (65 ans et plus), la proportion d'emprunteurs avait pratiquement doublé, passant de 27,4 % en 1999 pour s'établir à 42,5 % en 2012.

Au cours de cette période, le groupe des 55 à 64 ans de même que celui des 65 ans et plus ont essuyé un revers considérable sur le plan de l'insolvabilité, comme en témoignait l'Institut Vanier dans *L'état actuel du budget de la famille canadienne : rapport 2011-2012* : « Le taux d'insolvabilité au sein du groupe des 55 à 64 ans et de celui des 65 ans et plus a suivi une tendance à la hausse au cours des deux dernières décennies. Chez les 55 à 64 ans, le taux d'insolvabilité a bondi de près de 600 % au cours de cette période, alors que celui des 65 ans et plus a explosé de 1747 %. Les aînés étaient 17 fois plus susceptibles de se trouver en situation d'insolvabilité en 2010 qu'en 1990³³. »

Chez les aînés, la dette *moyenne* a fait un bond de 94 % au cours de cette période au Canada, plafonnant à 61 700 \$ en 2012. De même, la dette *médiane* des emprunteurs âgés a connu une ascension de 111 %, passant de 8 500 \$ en 1999 à 18 000 \$ en 2012.



Plusieurs facteurs d'endettement concourent à l'alourdissement de la dette des aînés du Canada pour la période de 1999 à 2012. En premier lieu, la proportion de Canadiens de 65 ans et plus qui remboursaient une hypothèque est passée de 7,7 % en 1999 à 12,1 % en 2012, et leur dette moyenne dans l'intervalle s'est alourdie pour atteindre 125 100 \$. Par ailleurs, les marges de crédit représentent un autre facteur important pour expliquer l'endettement des aînés, puisque ces derniers étaient trois fois plus nombreux à posséder une telle dette en 2012 (14 %) par rapport à 1999 (4,7 %), et le solde moyen de leurs marges de crédit s'établissait à 48 500 \$ (2012), ce qui représente une envolée de 132 %. Ensuite, la proportion d'aînés remboursant un prêt automobile a aussi augmenté de 1999 à 2012, passant de 6,2 % en 1999 à 15,5 % en 2012, et leur solde moyen en prêts-auto se modulait à 14 500 \$ cette année-là. Enfin, alors que 15,1 % des aînés avaient une carte de crédit ou une dette de crédit à tempérament en 1999, cette proportion avait cheminé jusqu'à 21,4 % en 2012, en fonction d'un solde moyen de 5 200 \$ (2012).

TABEAU 3 – APERÇU DE L'ENDETTEMENT DES AÎNÉS (65 ANS ET PLUS) EN DOLLARS CONSTANTS DE 2012

	1999	2012	Variation (%) de 1999 à 2012
% sans dette	27,4 %	42,5 %	
Dette moyenne (parmi les emprunteurs)	31 800 \$	61 700 \$	+94 %
Dette médiane (parmi les emprunteurs)	8 500 \$	18 000 \$	+111 %
% ayant une hypothèque	7,7 %	12,1 %	
Dette moyenne (parmi les emprunteurs)	77 100 \$	125 100 \$	+62 %
Dette médiane (parmi les emprunteurs)	59 000 \$	80 000 \$	+36 %
% ayant une marge de crédit	4,7 %	14 %	
Dette moyenne (parmi les emprunteurs)	20 900 \$	48 500 \$	+132 %
Dette médiane (parmi les emprunteurs)	6 600 \$	17 000 \$	+158 %
% ayant une carte de crédit ou une dette de crédit à tempérament	15,1 %	21,4 %	
Dette moyenne (parmi les emprunteurs)	2 900 \$	5 200 \$	+79 %
Dette médiane (parmi les emprunteurs)	1 300 \$	2 000 \$	+54 %
% ayant un prêt automobile	6,2 %	15,5 %	
Dette moyenne (parmi les emprunteurs)	11 900 \$	14 500 \$	+22 %
Dette médiane (parmi les emprunteurs)	9 200 \$	10 400 \$	+13 %

Source : tableau CANSIM 205-0002 (calculs effectués par People Patterns Consulting)

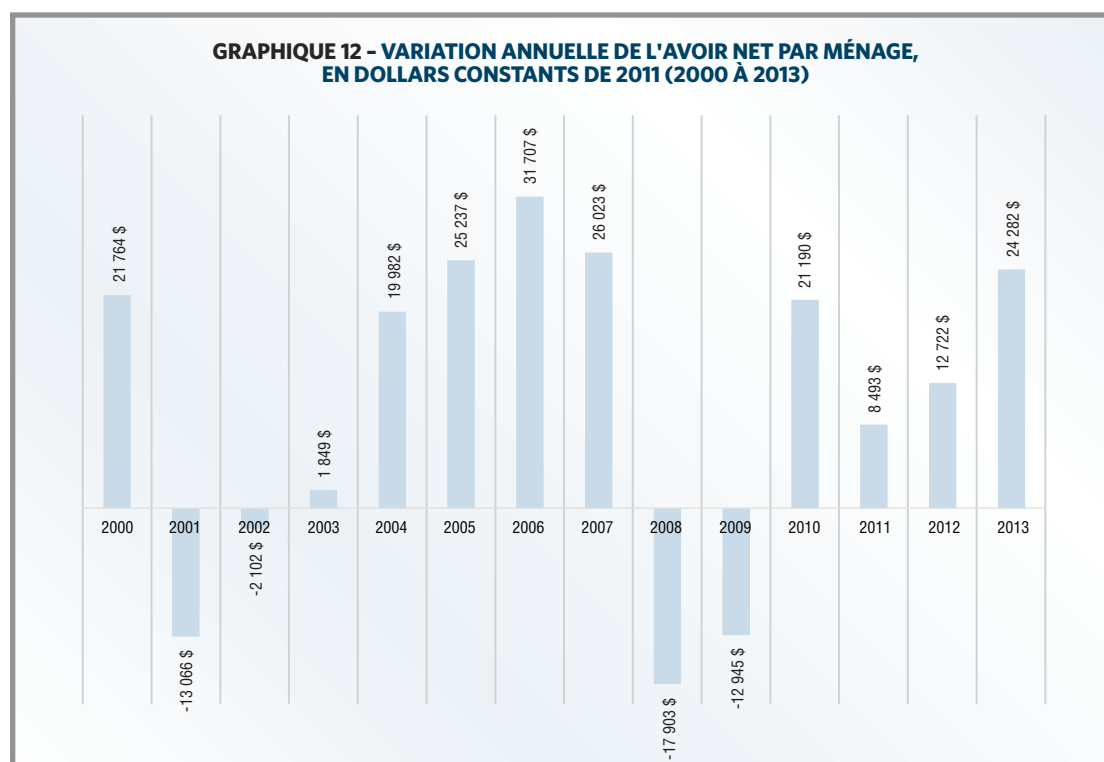
Patrimoine familial et avoir net



LE PATRIMOINE FAMILIAL ET L'AVOIR NET

En 2013, la richesse moyenne (avoir net) par ménage oscillait autour de 483 600 \$, soit 35,1 % de plus que les 358 100 \$ accumulés en 2000, et 12,6 % de plus que le montant de 429 850 \$ pour l'année 2008.

Comme l'illustre le graphique 12, les ménages canadiens ont réussi chaque année à accroître leur patrimoine au cours de la période de 2000 à 2013, sauf en quatre occasions (2001, 2002, 2008 et 2009). Les déclinés survenus en 2001 et 2002 découlent de l'éclatement de la « bulle Internet » après le sommet atteint en 2000. Par contre, le recul de 2008 et 2009 intervient plutôt dans le sillage de la récession économique de 2008, qui a suscité d'importantes actions monétaires et mesures fiscales de l'État.



Source : tableau CANSIM 378-0121 (calculs effectués par People Patterns Consulting)

Les actifs immobiliers représentent désormais la moitié de l'avoir net des ménages

Sur une base annuelle, les fléchissements les plus marqués de l'avoir net correspondaient à une baisse de 17 903 \$ en 2008, et de 13 066 \$ en 2001. En revanche, les trois mouvements ascendants les plus importants sont survenus en 2005, en 2006 et en 2007. Dans l'ensemble, les actifs totaux se sont appréciés de 41,2 % entre 2000 et 2013, alors que l'encours total de la dette s'est alourdi de 75 %. Étant donné que la valeur de la dette demeure toutefois inférieure à celle des actifs totaux, l'avoir net s'est tout de même accru durant cette période.

L'augmentation la plus appréciable relativement à la richesse des ménages pour la période de 2000 à 2013 concerne l'essor de 78,6 % de la valeur des biens immobiliers. En 2013, l'immobilier comptait désormais pour près de la moitié (49,4 %) de l'avoir net, comparativement à 37,3 % en 2000.

Par contre, le rythme de croissance de la valeur des hypothèques (83,6 %) a surpassé les actifs immobiliers à ce chapitre, ce qui fait reculer la valeur nette de la propriété exprimée en pourcentage des biens immeubles. Pour prendre la mesure de l'appréciation des actifs immobiliers vis-à-vis de la croissance des revenus, on peut s'en remettre au ratio des actifs immobiliers en comparaison du



revenu disponible, lequel est passé de 225 % en 2000 à un niveau record de 345 % en 2013 (comparativement à 190 % en 1990). Le ratio des biens immeubles des ménages exprimés en pourcentage de leur revenu disponible s'avère particulièrement pertinent puisqu'il donne une idée de l'*abordabilité* du marché de l'immobilier. Ainsi, l'augmentation du ratio signifie que la valeur de l'immobilier progresse plus vite que le revenu disponible des ménages³⁴.

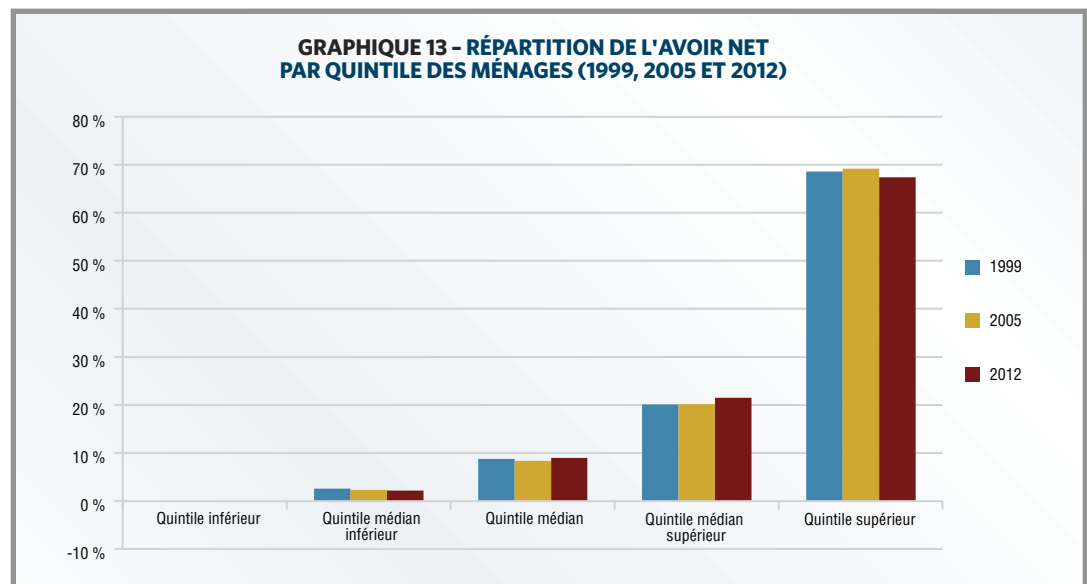
La portion de l'avoir net représentée par les titres de créances a décliné de 58,6 % depuis l'an 2000, ce qui s'explique par la faiblesse des taux d'intérêt. Inversement, ce sont aussi les faibles taux d'intérêt qui incitent les gens à emprunter et, par conséquent, à rehausser le niveau d'endettement. Toujours depuis l'an 2000, la portion de l'avoir net occupée par les actions et les fonds de placement a enregistré une hausse de 53,2 %, ce qui se traduisait par une valeur de 118 773 \$ en 2013.

Les ménages de la tranche des 20 % les plus riches détiennent plus des deux tiers de la richesse au pays

Selon les données de l'*Enquête sur la sécurité financière* (ESF), les ménages du quintile inférieur avaient accumulé plus de dettes que d'actifs en 2012, si bien qu'ils affichaient un *bilan négatif* au chapitre de la richesse, de l'ordre d'environ 3 700 \$ cette année-là. Dans l'ensemble, la part du gâteau revenant à ce groupe correspondait à -0,1 % de la richesse, et ce, en 1999 *de même* qu'en 2012. Dans ce quintile, la richesse médiane était évaluée à 1 100 \$ en 2012. Or, puisque les personnes qui en font partie sont *les moins* susceptibles de posséder des actifs sur le marché immobilier ou d'avoir la possibilité d'y *entrer*, elles sont démesurément désavantagées et moins aptes à profiter de l'appréciation de la valeur moyenne du patrimoine.

De 1999 à 2012, les ménages du quintile médian inférieur ont vu rapetisser leur part de la richesse totale (-0,4 point de pourcentage), pendant que la portion revenant aux ménages du quintile médian et médian supérieur a pris de l'ampleur (+0,2 et +1,4 point de pourcentage, respectivement). Ceux du quintile supérieur ont aussi perdu quelques plumes (-1,2 point de pourcentage), comme l'illustre le tableau 4A.

Or, malgré la contraction de la portion de la richesse revenant aux ménages du quintile supérieur (de 68,6 % de l'avoir net total en 1999 à 67,4 % en 2012), les ménages de ce groupe avaient néanmoins accumulé une richesse *moyenne* d'une valeur de 1,9 million de dollars en 2012, et une richesse *médiane* de 1,4 million pour la même année.



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la sécurité financière* (ESF), 2012



Patrimoine familial et avoir net

Selon les conclusions d'un récent rapport du Centre canadien de politiques alternatives, les ménages du quintile supérieur de revenus ont réussi à s'approprier 66 % de chaque dollar de la richesse générée au Canada depuis 1999. Le fossé de l'inégalité est encore *plus* flagrant si l'on considère la portion de la richesse qui revient à la tranche de 1 % des déclarants les plus riches, ou encore à la tranche de 0,01 % des déclarants les plus riches : « Qu'il s'agisse des revenus ou de la richesse, concluent les auteurs du rapport, si l'on coupe le gâteau en tranches toujours plus minces, l'inégalité extrême se pose avec encore plus d'acuité qu'il n'y paraît au tableau d'ensemble »³⁵. [traduction]

Les ménages des 55 à 64 ans sont les plus riches

D'après l'ESF, l'avoir net moyen des ménages dont le principal soutien était âgé de moins de 35 ans se chiffrait à 157 400 \$, en 2012 (assorti d'un revenu *médian* beaucoup plus faible, soit 25 300 \$). Les valeurs les plus élevées quant à la richesse moyenne (861 900 \$) ou médiane (533 600 \$) se situaient dans le groupe d'âge des 55 à 64 ans (voir le tableau 4B).

La répartition de l'avoir net a évolué considérablement de 1999 à 2012. Ainsi, les trois groupes d'âge les plus jeunes ont vu rapetisser leur portion respective de la richesse totale (si bien que celle des deux groupes les plus âgés a pris de l'ampleur). Ce repli des parts de la richesse totale fait écho aux changements survenus dans la structure par âge des ménages.

En effet, le rétrécissement le plus important de la portion de la richesse touche les Canadiens de 35 à 44 ans, avec un recul de 6,5 points de pourcentage. Bien que la richesse moyenne au sein de ce groupe ait progressé de 58 % pour la période de 1999 à 2012, le nombre de ménages qu'on y retrouve a cependant diminué de 13 % pendant ce temps (il s'agit du seul déclin parmi tous les groupes d'âge).

Par ailleurs, même si l'augmentation de 46 % de la richesse moyenne des 55 à 64 ans n'est pas aussi appréciable, il n'en demeure pas moins que le nombre de ménages a fait un bond de géant au sein de ce groupe, si bien qu'ils étaient 84 % plus nombreux en 2012 qu'en 1999. Enfin, la valeur moyenne de la richesse des Canadiens de 65 ans et plus (baby-boomers) a cheminé plus que tous les autres groupes d'âge, et le nombre de ménages s'y est accru de 34 % dans l'intervalle.

L'avoir net des familles s'accroît plus vite que celui des personnes seules

En ce qui concerne les ménages *familiaux*, l'*Enquête sur la sécurité financière* (ESF) montre que l'avoir net moyen de toutes les familles de deux personnes ou plus s'est apprécié de 79 % pour la période de 1999 à 2012, en fonction d'une augmentation de 73 % pour les familles âgées, et de 78 % pour les familles non âgées (voir le tableau 4C).

Quant aux *personnes seules*, la même enquête évalue la croissance de leur avoir net à 66 % de 1999 à 2012 (leur avoir net moyen atteignait alors 261 300 \$). Au sein de ce groupe, l'augmentation globale de l'avoir net résulte d'une hausse de 49 % pour les aînés et de 81 % pour les personnes de moins de 65 ans.

TABLEAU 4A - RÉPARTITION DE L'AVOIR NET SELON LE QUINTILE DES MÉNAGES, EN 1999 ET EN 2012 (EN DOLLARS CONSTANTS DE 2012, D'APRÈS LES DONNÉES DE L'ESF)

	1999	2012	Variation en points de pourcentage de 1999 à 2012	Avoir net moyen en 2012	Variation (%) de l'avoir net moyen de 1999 à 2012	Avoir net médian en 2012	Variation (%) de l'avoir net médian de 1999 à 2012
Total	100 %	100 %	s.o.	554 100 \$	73 %	243 800 \$	78 %
Quintile supérieur	68,6 %	67,4 %	-1,2 pp	1 867 000 \$	70 %	1 380 000 \$	81 %
Quintile médian supérieur	20,1 %	21,5 %	+1,4 pp	595 400 \$	85 %	575 500 \$	84 %
Quintile médian	8,8 %	9 %	+0,2 pp	250 100 \$	78 %	245 000 \$	79 %
Quintile médian inférieur	2,6 %	2,2 %	-0,4 pp	61 870 \$	48 %	56 100 \$	42 %
Quintile inférieur	-0,1 %	-0,1 %	0 pp	-3 715 \$	-118 %	1 100 \$	-15 %

Source : Statistique Canada (*Le Quotidien*, 25 février 2014), tableaux CANSIM 205-0001 et 205-0002 (calculs effectués par People Patterns Consulting)



TABLEAU 4B - RÉPARTITION DE L'AVOIR NET SELON L'ÂGE DU SOUTIEN ÉCONOMIQUE PRINCIPAL, EN 1999 ET EN 2012 (EN DOLLARS CONSTANTS DE 2012, D'APRÈS LES DONNÉES DE L'ESF)

	1999	2012	Variation en points de pourcentage de 1999 à 2012	Avoir net moyen en 2012	Variation (%) de l'avoir net moyenne de 1999 à 2012	Avoir net médian en 2012	Variation (%) de l'avoir net médian de 1999 à 2012
Moins de 35 ans	7,9 %	6,4 %	-1,5 pp	157 400 \$	58 %	25 300 \$	9 %
35 à 44 ans	19,6 %	13,1 %	-6,5 pp	392 800 \$	58 %	182 500 \$	46 %
45 à 54 ans	25,9 %	24,9 %	-1,0 pp	702 300 \$	62 %	378 300 \$	55 %
55 à 64 ans	21,8 %	28,5 %	+6,7 pp	861 900 \$	46 %	533 600 \$	51 %
65 ans et plus	24,8 %	27 %	+2,2 pp	722 700 \$	68 %	460 700 \$	70 %

Source : Statistique Canada (*Le Quotidien*, 25 février 2014), tableaux CANSIM 205-0001 et 205-0002 (calculs effectués par People Patterns Consulting)

TABLEAU 4C - RÉPARTITION DE L'AVOIR NET SELON L'ÂGE ET LE TYPE DE FAMILLE DE DEUX PERSONNES OU PLUS, EN 1999 ET EN 2012 (EN DOLLARS CONSTANTS DE 2012, D'APRÈS LES DONNÉES DE L'ESF)

	1999	2012	Variation en points de pourcentage de 1999 à 2012	Avoir net moyen en 2012	Variation (%) de l'avoir net moyen de 1999 à 2012	Avoir net médian en 2012	Variation (%) de l'avoir net médian de 1999 à 2012
Familles de deux personnes ou plus	100 %	100 %	s.o.	710 600 \$	79 %	381 300 \$	89 %
Familles âgées	20,6 %	24,1 %	+3,5 pp	983 100 \$	73 %	650 400 \$	67 %
Familles non âgées	79,4 %	75,9 %	-3,5 pp	653 100 \$	78 %	318 600 \$	80 %

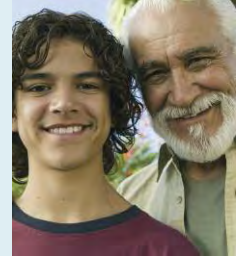
Source : Statistique Canada (*Le Quotidien*, 25 février 2014), tableaux CANSIM 205-0001 et 205-0002 (calculs effectués par People Patterns Consulting)

TABLEAU 4D - RÉPARTITION DE L'AVOIR NET SELON L'ÂGE DES PERSONNES SEULES, EN 1999 ET EN 2012 (EN DOLLARS CONSTANTS DE 2012, D'APRÈS LES DONNÉES DE L'ESF)

	1999	2012	Variation en points de pourcentage de 1999 à 2012	Avoir net moyen en 2012	Variation (%) de l'avoir net moyen de 1999 à 2012	Avoir net médian en 2012	Variation (%) de l'avoir net médian de 1999 à 2012
Personnes seules	100 %	100 %	s.o.	261 300 \$	66 %	49 000 \$	29 %
Personnes âgées	46,9 %	42 %	-4,9 pp	407 500 \$	49 %	246 000 \$	56 %
Personnes autres qu'âgées	53,1 %	58 %	+4,9 pp	207 500 \$	81 %	22 700 \$	29 %

Source : Statistique Canada (*Le Quotidien*, 25 février 2014), tableaux CANSIM 205-0001 et 205-0002 (calculs effectués par People Patterns Consulting)

Conclusion



Le budget de la famille : synonyme de complexité

Le budget familial témoigne du caractère complexe de la vie de famille au Canada. Inversement, c'est en s'intéressant à la vie de famille que l'on se rend compte de la complexité du budget. Ces deux vecteurs s'entrecroisent et s'influencent mutuellement, tout en s'imprégnant des conditions socioéconomiques en pleine évolution, ce qui se répercute sur la vie de famille, les familles elles-mêmes, ainsi que leur réalité, leurs attentes et leurs aspirations.

C'est dans un tel contexte que cette 15^e édition du rapport sur *L'État actuel du budget de la famille canadienne* se concentrait une fois de plus sur trois volets importants du budget familial, soit les revenus et les dépenses, l'épargne et l'endettement, ainsi que le patrimoine et l'avoir net. Les variables utilisées pour la mesure de ces divers aspects du budget de la famille sont intrinsèquement liées. Ainsi, si les revenus sont insuffisants, l'épargne sera sans doute inaccessible. Par ailleurs, lorsque les dépenses sont trop élevées, c'est l'endettement qui menace de s'installer. Enfin, si la dette s'accroît, c'est l'avoir net de la famille qui en souffre.

L'examen des considérations financières des ménages dans une perspective globale et axée sur la famille permet de saisir pleinement le caractère complexe du budget familial, mais également la nature des liens intrinsèques que ces concepts entretiennent avec la famille. Après tout, cette dernière constitue notre principal noyau de soins et de soutien, c'est-à-dire une force vive qui façonne tout un chacun sur le plan individuel, collectif et sociétal.

Annexe A



ANNEXE A1 : REVENU MOYEN DES FAMILLES APRÈS TRANSFERTS ET IMPÔT SUR LE REVENU

	Revenu moyen, en dollars constants de 2011			Variation (%) durant les périodes définies		
				Période entière	Depuis 2008	Dernière année disp.
	2000	2008	2011	2011/2000	2011/2008	2011/2010
Tous les ménages	54 500 \$	62 700 \$	63 000 \$	15,6 %	0 5, %	0 %
Toutes les familles de 2 personnes ou plus	67 700 \$	78 500 \$	79 600 \$	17,6 %	1,4 %	1 %
Familles âgées de 2 personnes ou plus (65 ans et plus)						
Couples âgés	47 300 \$	56 100 \$	56 500 \$	19,5 %	0,7 %	-1,7 %
Autres familles âgées (parenté, etc.)	54 000 \$	67 200 \$	62 300 \$	15,4 %	-7,3 %	5,4 %
Familles autres que personnes âgées de 2 ou plus (moins de 65 ans)						
Couples sans enfants	64 400 \$	75 600 \$	76 100 \$	18,2 %	0,7 %	1,1 %
soutien unique	52 200 \$	59 900 \$	64 100 \$	22,8 %	7 %	5,3 %
deux soutiens	72 900 \$	84 800 \$	83 300 \$	14,3 %	-1,8 %	0,6 %
Couples avec enfants	76 500 \$	89 000 \$	93 700 \$	22,5 %	5,3 %	2,5 %
soutien unique	24 900 \$	29 600 \$	36 700 \$	47,4 %	24 %	-30,6 %
deux soutiens	55 900 \$	62 900 \$	71 100 \$	27,2 %	13 %	11,4 %
Monoparentalité (femmes)	35 300 \$	43 500 \$	43 000 \$	21,8 %	-1,1 %	-6,7 %
Monoparentalité (hommes)	50 600 \$	56 900 \$	55 100 \$	8 9, %	-3,2 %	-6 %

Source : People Patterns Consulting, d'après les tableaux CANSIM 202-0603 et 202-00604 et le document *Le revenu des Canadiens* (2011)

ANNEXE A2 : REVENUS MOYENS DE TOUTES LES FAMILLES DE 2 PERSONNES OU PLUS, APRÈS TRANSFERTS ET IMPÔTS SUR LE REVENU, PAR PROVINCE

	Revenu moyen, en dollars constants de 2011			Variation (%) durant les périodes définies		
				Période entière	Depuis 2008	Dernière année disp.
	2000	2008	2011	2011/2000	2011/2008	2011/2010
Terre-Neuve-et-Labrador	53 100 \$	67 000 \$	72 800 \$	37,1 %	8,7 %	4,1 %
Île-du-Prince-Édouard	55 500 \$	65 400 \$	67 200 \$	21,1 %	2,8 %	2,6 %
Nouvelle-Écosse	58 200 \$	64 900 \$	68 700 \$	18 %	5,9 %	1,9 %
Nouveau-Brunswick	57 000 \$	63 100 \$	67 300 \$	18,1 %	6,7 %	1,1 %
Québec	54 400 \$	67 900 \$	69 600 \$	17,2 %	2,5 %	1,2 %
Ontario	77 100 \$	82 900 \$	82 400 \$	6,9 %	-0,6 %	-0,5 %
Manitoba	60 100 \$	73 200 \$	73 700 \$	22,6 %	0,7 %	-0,3 %
Saskatchewan	58 200 \$	77 400 \$	82 700 \$	42,1 %	6,8 %	3,8 %
Alberta	72 700 \$	94 100 \$	99 700 \$	38,1 %	6 %	6,9 %
Colombie-Britannique	63 900 \$	81 400 \$	79 200 \$	23,9 %	-2,7 %	-1,6 %

Source : People Patterns Consulting, d'après les tableaux CANSIM 202-0603 et 202-00604 et le document *Le revenu des Canadiens* (2011)


ANNEXE A3 : REVENUS MOYENS DE TOUTES LES PERSONNES SEULES (VIVANT SEULES OU AVEC DES PERSONNES NON APPARENTÉES) APRÈS TRANSFERTS ET IMPÔTS

	Revenu moyen, en dollars constants de 2011			Variation (%) durant les périodes définies		
				Période entière	Depuis 2008	Dernière année disp.
	2000	2008	2011	2011/2000	2011/2008	2011/2010
Total	27 500 \$	32 500 \$	31 400 \$	14,2 %	-3,4 %	-4,8 %
Hommes âgés (65 ans et plus)	27 000 \$	34 500 \$	34 400 \$	30,8 %	-0,3 %	-1,1 %
Femmes âgées (65 ans et plus)	24 200 \$	28 200 \$	29 700 \$	29,1 %	5,3 %	1,4 %
Hommes autres qu'âgés (moins de 65 ans)	30 900 \$	36 100 \$	33 500 \$	7,7 %	-7,2 %	-7,7 %
Femmes autres qu'âgées (moins de 65 ans)	25 100 \$	29 600 \$	28 600 \$	10 %	-3,4 %	-5,3 %

Source : People Patterns Consulting based on Statistics Canada, CANSIM tables 202-0603 and 202-0604 *Income of Canadians, 2011*

ANNEXE A4 : RÉPARTITION (%) DES REVENUS APRÈS TRANSFERTS ET IMPÔTS - TOUTES LES FAMILLES DE 2 PERSONNES OU PLUS, SELON LE QUINTILE DE REVENUS

	Répartition des revenus (%), en dollars constants de 2011			Variation (pp) pour les périodes définies		
				Période entière	Depuis 2008	Dernière année disp.
	2000	2008	2011	2011/2000	2011/2008	2011/2010
Quintile supérieur	39,8 %	40,1 %	39,7 %	-0,1 pp	-0,4 pp	-0,3 pp
Quintile médian supérieur	23,3 %	23,1 %	23,3 %	0,0 pp	+0,2 pp	0,0 pp
Quintile médian	17,4 %	17,2 %	17,2 %	-0,2 pp	0,0 pp	0,0 pp
Quintile médian inférieur	12,6 %	12,4 %	12,5 %	-0,1 pp	+0,1 pp	+0,1 pp
Quintile inférieur	6,9 %	7,1 %	7,3 %	+0,4 pp	+0,2 pp	0,0 pp

Source : People Patterns Consulting, d'après les tableaux CANSIM 202-0603 et 202-00604 et le document *Le revenu des Canadiens* (2011)

Annexe B



ANNEXE B : FAMILLES À FAIBLE REVENU APRÈS TRANSFERTS ET IMPÔTS, EN DOLLARS CONSTANTS DE 2011

	% de personnes à faible revenu			Variation en points de pourcentage (pp)		
				Période entière	Depuis 2008	Dernière année disp.
	2000	2008	2011	2011/2000	2011/2008	2011/2010
Tous les ménages	12,5 %	9,3 %	8,8 %	-3,7 pp	-0,5 pp	-0,2 pp
Toutes les familles de 2 personnes ou plus	9,3 %	6,2 %	5,5 %	-3,8 pp	-0,7 pp	-0,4 pp
Familles âgées (65 ans et plus)						
Couples âgés	1,2 %	0,9 %	1,9 %	+0,7 pp	+1,0 pp	+0,8 pp
Autres familles âgées (parenté, etc.)	9,4 %	6,9 %	3,9 %	-5,5 pp	-3,0 pp	-5,1 pp
Familles non âgées (moins de 65)						
Couples sans enfants - soutien nul	33,6 %	33,1 %	23,3 %	-10,3 pp	-9,8 pp	-1,1 pp
soutien unique	10,2 %	7,3 %	7,1 %	-3,1 pp	-0,2 pp	-1,0 pp
deux soutiens	2,2 %	2,1 %	1,2 %	-1,0 pp	-0,9 pp	-1,0 pp
Couples avec enfants - soutien nul	84,1 %	70,7 %	75,7 %	-8,4 pp	+5,0 pp	+9,3 pp
soutien unique	23,1 %	17,5 %	14 %	-9,1 pp	-3,5 pp	-0,2 pp
deux soutiens	4,6 %	3,2 %	2,1 %	-2,5 pp	-1,1 pp	-0,9 pp
Monoparentalité (femmes)	36,2 %	20,8 %	21,2 %	-15,0 pp	+0,4 pp	+0,7 pp
Monoparentalité (hommes)	12,3 %	6,8 %	12,4 %	+0,1 pp	+5,6 pp	+3,8 pp

Nota : Sont considérées comme étant à faible revenu les familles de quatre personnes vivant au sein d'une agglomération de 500 000 habitants ou plus en comptant sur un revenu annuel inférieur à 36 504 \$ (soit 9 126 \$ par personne), ou une famille de quatre personnes vivant en milieu rural en comptant sur un revenu annuel inférieur à 23 879 \$ (soit 5 969 \$ par personne).

Source : People Patterns Consulting, d'après les tableaux CANSIM 202-0603 et 202-00604 et le document *Le revenu des Canadiens* (2011)

Annexe C



ANNEXE C : PRINCIPAUX CONSTITUTANTS DE L'AVOIR NET MOYEN PAR MÉNAGE EN FONCTION DE LA VALEUR DU MARCHÉ (EN DOLLARS CONSTANTS DE 2011)

				Variation (%) durant les périodes définies		
	2000	2008	2013	Période entière 2013/2000	Depuis 2008 2013/2008	Dernière année disp. 2013/2012
Actifs totaux	423 492 \$	527 687 \$	597 993 \$	41,2 %	13,3 %	4,7 %
Total des actifs financiers	253 415 \$	280 497 \$	322 353 \$	27,2 %	14,9 %	5,9 %
liquidités et dépôts	54 660 \$	66 555 \$	79 409 \$	45,3 %	19,3 %	3,8 %
titres de créances	14 434 \$	8 362 \$	5 981 \$	-58,6 %	-28,5 %	1,3 %
actions/fonds de placement	77 548 \$	96 563 \$	118 773 \$	53,2 %	23 %	8,1 %
assurance-vie et pensions	99 181 \$	100 714 \$	112 073 \$	13 %	11,3 %	5,6 %
tous les autres actifs	7 593 \$	8 304 \$	6 117 \$	-19,4 %	-26,3 %	3,5 %
Total des actifs non financiers	170 076 \$	247 189 \$	275 640 \$	62,1 %	11,5 %	3,4 %
biens immeubles	133 664 \$	210 420 \$	238 679 \$	78,6 %	13,4 %	3,7 %
biens durables	33 539 \$	34 693 \$	35 085 \$	4,6 %	1,1 %	1,4 %
tous les autres actifs	2 874 \$	2 077 \$	1 876 \$	-34,7 %	-9,7 %	3,1 %
Encours total de la dette	65 365 \$	97 833 \$	114 397 \$	75 %	16,9 %	2,4 %
hypothèques	39 740 \$	60 012 \$	72 950 \$	83,6 %	21,6 %	1,6 %
crédit à la consommation	18 676 \$	29 455 \$	32 677 \$	75 %	10,9 %	1,6 %
prêts autres qu'hypothécaires	5 888 \$	6 975 \$	7 310 \$	24,2 %	4,8 %	0,4 %
toutes les autres dettes**	1 062 \$	1 391 \$	1 460 \$	37,5 %	4,9 %	-4,8 %
AVOIR NET (actifs moins dettes)	358 126 \$	429 853 \$	483 596 \$	35,1 %	12,6 %	5,2 %
Ratios choisis (calculés par Statistique Canada)				Variation (pp) pour les périodes définies		
Taux d'épargne, en % du revenu disponible	3,4 %	4 %	5,2 %	+1,8 pp	+1,2 pp	+0,2 pp
Total de la dette, en % du revenu disponible	110 %	147 %	165,5 %	+55,5 pp	+18,5 pp	+1,7 pp
Intérêts à verser, en % du revenu disponible	8,7 %	8,8 %	7,1 %	-1,6 pp	-1,7 pp	-0,2 pp
Biens immeubles, en % du revenu disponible	225 %	316,2 %	345,4 %	+120,4 pp	+29,2 pp	+7,5 pp
Total de la dette, en % de l'avoir net	18,3 %	22,8 %	23,7 %	+5,4 pp	+0,9 pp	-0,7 pp
Valeur nette de la propriété, en % des biens immeubles	70,3 %	71,5 %	69,4 %	-0,9 pp	-2,1 pp	+0,2 pp

Source : Statistique Canada, tableaux CANSIM 380-0072, 380-0073, 378-0121 et 378-0123 (calculs effectués par People Patterns Consulting)

Notes de fin



¹ D'après les données de l'*Enquête nationale auprès des ménages* (ENM) de 2011. Statistique Canada a adopté diverses mesures pour limiter les erreurs éventuelles associées au taux de non-réponse découlant du caractère volontaire de l'ENM. Pour obtenir de plus amples détails au sujet de la qualité des données relatives à l'ENM, consulter le site Web de Statistique Canada : <http://bit.ly/1j6WwBw>

² Statistique Canada, « Enquête nationale auprès des ménages de 2011 : Revenu des Canadiens » dans *Le Quotidien* (11 septembre 2013). (Page consultée le 14 avril 2014) <http://bit.ly/1mFU0dL>

³ Statistique Canada, « Enquête sur la population active, mars 2014 » dans *Le Quotidien* (4 avril 2014). (Page consultée le 14 avril 2014) <http://bit.ly/1mFUaSw>

⁴ Institut Vanier de la famille, *L'état actuel du budget de la famille canadienne : rapport 2012-2013* (octobre 2013). (Page consultée le 14 avril 2014) <http://bit.ly/1qipkkt>

⁵ Fréquence des ménages comptant deux soutiens d'après le tableau CANSIM 202-0105, où la famille comptant deux soutiens est définie comme suit : « Réfère à un couple marié ou vivant en union libre où au moins un des époux gagne un revenu d'emploi (couple homme-femme). » Le recours à ce tableau est justifié par le fait que les données qui y figurent remontent jusqu'à 1976, ce qui favorise l'analyse des tendances et les comparaisons à long terme.

⁶ Gouvernement du Canada, « Règlements salariaux selon le secteur et l'année » dans *Information sur les conventions collectives* (mars 2014). (Page consultée le 15 avril 2014) <http://bit.ly/1jfQZJk>

⁷ Statistique Canada, « Enquête nationale auprès des ménages de 2011 : Revenu des Canadiens » dans *Le Quotidien* (11 septembre 2013). (Page consultée le 14 avril 2014) <http://bit.ly/1mFU0dL>

⁸ Statistique Canada, « Principaux communiqués » dans *Le Quotidien* (juillet 1997). (Page consultée le 25 avril 2014) <http://bit.ly/1jFeVKq>

⁹ Statistique Canada, « Les centenaires au Canada » dans *Recensement en bref*, n° 98-311-X-2011003 au catalogue de Statistique Canada (mai 2012). (Page consultée le 15 avril 2014) <http://bit.ly/18mCEfl>

¹⁰ Statistique Canada, *Projections démographiques pour le Canada, les provinces et les territoires 2009 à 2036*, n° 91-520-X au catalogue de Statistique Canada (juin 2010). (Page consultée le 15 avril 2014) <http://bit.ly/1j1m4Wz>

¹¹ Statistique Canada, « Assurance-emploi, février 2014 » dans *Le Quotidien* (17 avril 2014). (Page consultée le 17 avril 2014) <http://bit.ly/112JI9c>

¹² Statistique Canada, « Comptes des revenus et dépenses » dans *Système des comptes macronéconomiques* (2013). (Page consultée le 23 avril 2014) <http://bit.ly/SELvTn>

¹³ Statistique Canada, *Le revenu au Canada*, n° 75-202-X au catalogue de Statistique Canada (2010). (Page consultée le 23 avril 2014) <http://bit.ly/1qjbnSP>

¹⁴ Mireille Vézina, « Être parent dans une famille recomposée : un profil » dans *Enquête sociale générale de 2011 : Aperçu des familles au Canada*, n° 89-650-X au catalogue de Statistique Canada (2012). (Page consultée le 16 avril 2014) <http://bit.ly/1uGYrGp>

¹⁵ *Ibidem*

¹⁶ Martin Turcotte, « Être aidant familial : quelles sont les conséquences? » dans *Regards sur la société canadienne*, n° 75-006-X au catalogue de Statistique Canada (septembre 2013). (Page consultée le 16 avril 2014) <http://bit.ly/1fYDyNa>

¹⁷ *Ibidem*

¹⁸ *Ibidem*



Notes de fin

¹⁹ Claudia Sanmartin, Deirdre Hennessy, Yuqian Lu et Michael Robert Law, « Tendances des frais de soins de santé non remboursés au Canada, selon le revenu du ménage, de 1997 à 2009 » dans *Rapports sur la santé*, n° 82-003-X au catalogue de Statistique Canada (avril 2014). (Page consultée le 16 avril 2014) <http://bit.ly/1g07LkP>

²⁰ *Ibidem*

²¹ *Ibidem*

²² Pollara, *Les Canadiens prévoient porter leur épargne annuelle à près de 10 000 \$ en 2013, selon le Rapport BMO sur l'épargne des ménages* (janvier 2014). (Page consultée le 22 avril 2014) <http://bit.ly/1fS7cJH>

²³ *Ibidem*

²⁴ Pollara, *Selon un sondage de BMO sur l'épargne des ménages, les Canadiens ont épargné en moyenne 8 764 \$ en 2013 et se fixent un objectif plus élevé pour l'année à venir* (janvier 2014). (Page consultée le 22 avril 2014) <http://bit.ly/1l2Mrdn>

²⁵ Ipsos Reid, *Nouvel an, nouvelle résolution : les Canadiens privilégieront l'épargne-retraite plutôt que la réduction des dettes en 2014, d'après un sondage RBC* (janvier 2014). (Page consultée le 16 avril 2014) <http://bit.ly/1srBISk>

²⁶ HSBC, *The Future of Retirement: A New Reality: Canada Report* (2013). (Page consultée le 17 avril 2014) <http://bit.ly/1r2Spva>

²⁷ *Ibidem*

²⁸ Statistique Canada, *Indicateurs financiers des Comptes du bilan national*, n° 13-605-X au catalogue de Statistique Canada (novembre 2012). (Page consultée le 17 avril 2014) <http://bit.ly/1uH3O8F>

²⁹ En termes réels, déduction faite de l'inflation.

³⁰ Banque du Canada, *Revue du système financier* (décembre 2013). (Page consultée le 16 avril 2014) <http://bit.ly/1l2RSci>

³¹ Selon Statistique Canada, « il est difficile d'établir des comparaisons directes avec des sources externes, comme les comptes financiers et les comptes des avoirs du Système de comptabilité nationale compte tenu des différences en matière de définition, de couverture et de traitement ». Les estimations de la croissance de l'avoir net moyen pour la période de 1999 à 2012, qui sont issues des enquêtes liées à l'ESF, diffèrent considérablement de nos estimations fondées sur les Comptes nationaux (résumées à l'annexe C). Ainsi, la croissance de 1999 à 2012 est estimée à 73 % dans le cadre de l'ESF, alors que l'approche basée sur les Comptes nationaux laisse entrevoir une croissance de seulement 37 % pour la même période.

³² Le dernier sondage s'inspire d'une enquête sur échantillon ayant obtenu un taux de non-réponse de 31,4 %. Selon Statistique Canada, « il est difficile d'établir des comparaisons directes avec des sources externes, comme les comptes financiers et les comptes des avoirs du Système de comptabilité nationale compte tenu des différences en matière de définition, de couverture et de traitement ». Nos propres calculs (résumés à l'annexe C) sont encore et toujours fondés sur les comptes financiers et les comptes des avoirs du Système de comptabilité nationale, dont les données sont disponibles sur une base annuelle et trimestrielle rétroactivement jusqu'en 1990. Par conséquent, certaines estimations diffèrent de celles présentées dans *l'Enquête sur la sécurité financière*.

³³ Institut Vanier de la famille, *L'état actuel du budget de la famille canadienne : rapport 2011-2012* (mars 2012). (Page consultée le 17 avril 2014) <http://bit.ly/1gcDPfT>

³⁴ Statistique Canada, *Indicateurs financiers des Comptes du bilan national*, n° 13-605-X au catalogue de Statistique Canada (novembre 2012). (Page consultée le 17 avril 2014) <http://bit.ly/1uH3O8F>

³⁵ Centre canadien de politiques alternatives, *Outrageous Fortune: Documenting Canada's Wealth Gap* (avril 2014). (Page consultée le 22 avril 2014) <http://bit.ly/1i4aXX5>

À propos de l'Institut

L'Institut Vanier de la famille a été fondé en 1965 sous les auspices de Leurs Excellences Georges P. Vanier et madame Pauline Vanier. L'Institut Vanier de la famille est un organisme national sans but lucratif qui cherche à faire valoir l'importance et les forces des familles au Canada dans toute leur diversité, et à exercer un rôle de chef de file à cet égard. Par l'entremise d'un programme étoffé pour la mobilisation du savoir et l'engagement public, l'Institut se consacre au bien-être des familles du Canada en collaborant avec les entreprises, les législateurs, les décideurs, les spécialistes de programmes, les chercheurs, les éducateurs, les professionnels des services familiaux, les médias et le grand public.

Au sujet de *L'état actuel du budget de la famille canadienne*

Ce rapport annuel sur *L'état actuel du budget de la famille canadienne* propose un regard sur certains volets du budget de la famille, c'est-à-dire les revenus et les dépenses, l'épargne et l'endettement, ainsi que le patrimoine et l'avoir net, lesquels alimentent le dialogue sur les enjeux socioéconomiques au Canada.

À propos des auteurs

Nathan Battams est auteur et chercheur au sein de l'Institut Vanier de la famille. Il participe à diverses publications de l'Institut Vanier, où il se charge de la synthèse des données, de l'organisation de l'information et de la mobilisation du savoir dans le but de mieux comprendre les familles du Canada.

Nora Spinks est directrice générale de l'Institut Vanier de la famille. Elle collabore avec les chefs de file du domaine des affaires, du monde du travail, des gouvernements et des collectivités dans le but de consolider les familles et de bâtir de saines collectivités. Par l'entremise de textes, de présentations et de conseils, elle cherche à favoriser la diffusion de l'information, et à communiquer des idées et des propos inspirants.

Roger Sauvé est président de la firme People Patterns Consulting. Il produit des analyses et divers textes au sujet des tendances socioéconomiques et démographiques axées sur le budget de la famille.



L'Institut Vanier de la famille
94, promenade Centrepointe
Ottawa, Ontario K2G 6B1
Canada

Tél. : 613-228-8500
Télé. : 613-228-8007
Sans frais : 1-800-331-4937
info@institutvanier.ca
www.institutvanier.ca